



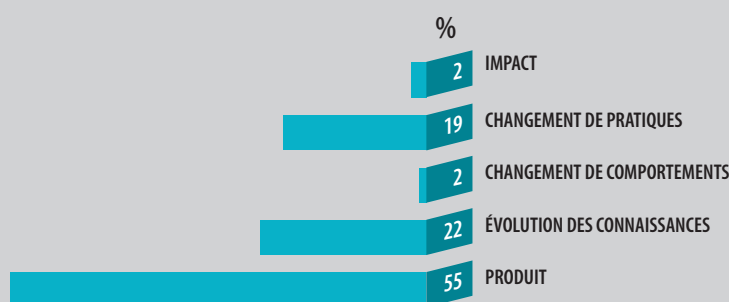
Synthèse de résultats 2019 à l'échelon régional

Chaque année, dans le cadre de l'exercice annuel de présentation des résultats faisant intervenir l'ensemble de l'Organisation, la Communauté du Pacifique (CPS) s'emploie à recueillir les résultats obtenus au sein de chacun de ses États et Territoires membres, ainsi qu'à l'échelon régional.

Pour l'année 2019, on recense ainsi à l'échelle de l'Organisation 442 résultats participant à la réalisation des objectifs de développement de la CPS. Parmi ces résultats, 139 ont bénéficié à 10 États ou Territoires au minimum. Ils sont considérés comme des résultats obtenus à l'échelon régional.

139  **RÉSULTATS AU TOTAL**

Résultats par type de changement

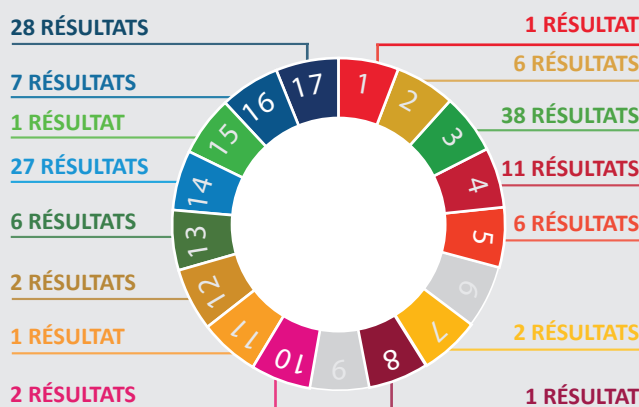


Contribution de la CPS à la réalisation des objectifs de développement durable

En 2019, la CPS a continué de jouer un rôle essentiel dans la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) en Océanie, en travaillant avec ses pays membres à l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la préparation des rapports correspondants.

Dans la région, les résultats obtenus ont contribué à 15 des 17 ODD, pour l'essentiel aux ODD suivants :

- ☞ ODD 3 : Bonne santé et bien-être
- ☞ ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs
- ☞ ODD 14 : Vie aquatique



Zoom sur les réalisations



L'engagement des membres, un élément clé pour mieux comprendre et appliquer les stratégies d'exploitation des thonidés



CIBLES 14.4, 14.7

Des résultats durables au profit des responsables de la gestion des pêches et des services des pêches nationaux.

Le fait de travailler avec les membres sur les aspects scientifiques des stratégies d'exploitation favorise une prise de décision en connaissance de cause lors des réunions de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central.

Contexte

En 2014, la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) est convenue d'élaborer et d'appliquer des stratégies d'exploitation pour les quatre principales espèces de thonidés (bonite, thon obèse, thon jaune et germon du sud) évoluant dans le Pacifique occidental et central, se fixant pour première échéance l'adoption d'une stratégie pour la bonite à la fin 2020. Les stratégies d'exploitation visent à satisfaire les objectifs à long terme du secteur de la pêche, tels que l'amélioration des rendements économiques, tout en assurant la viabilité des stocks. Cette démarche pilotée par les parties prenantes, qui figure parmi les meilleures pratiques de gestion halieutique, doit permettre aux membres de continuer de tirer profit des précieuses ressources thonières de la région.

La CPS fournit des informations, des analyses et des avis scientifiques et techniques à la WCPFC pour étayer factuellement les décisions de gestion. Elle aide également les pays océaniques à atteindre leurs objectifs nationaux en matière de développement, en leur proposant un appui scientifique et des activités de renforcement des capacités.

Il est ressorti de la phase collaborative de conception du projet, conduite sous la houlette de la CPS, que la participation des parties prenantes serait un facteur d'efficacité clé dans l'application effective des stratégies d'exploitation. La difficulté à comprendre les données scientifiques et la méfiance affichée à l'égard de leur interprétation avaient jusqu'alors entravé l'utilisation par les responsables des pêches des preuves disponibles pour éclairer les débats et la prise de décision au sein de la WCPFC.



Débarquement de prises par des palangriers de la flottille nationale de Polynésie française. Crédit photo : Aymeric Desurmont

Processus de changement

La participation des parties prenantes et le renforcement des capacités ont donc été placés au cœur des interventions et se sont vu affecter 35 % des ressources financières du projet. L'objectif était de développer les capacités, les compétences et la confiance des responsables des pêches afin qu'ils puissent

comprendre et appliquer les résultats des simulations et des modélisations pour appuyer la prise de décision sur les stratégies d'exploitation. Les activités de renforcement des capacités visaient aussi à donner aux participants l'assurance nécessaire pour exploiter les analyses relatives aux stratégies d'exploitation dans leur prise de décision au sein de la Commission.

Résultats et impact

Ce projet est inédit, puisque c'est la première fois que le travail de modélisation technique de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins prévoit une stratégie de mobilisation des parties prenantes et un volet aussi important de renforcement des capacités.



Formation de 117 personnes, dont 45 femmes (38 %), aux volets science, données et modélisation sous-tendant les stratégies d'exploitation.

En 2018 et 2019, des ateliers nationaux de participation des parties prenantes et de renforcement des capacités ont eu lieu dans cinq pays membres – Îles Cook, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie et Îles Salomon –, tandis qu'un atelier sous-régional s'est déroulé à Palau au profit des pays parties à l'Accord de Nauru qui sont membres de la CPS. Au total, 117 personnes, dont 45 femmes, ont été formées aux volets science, données et modélisation sous-tendant les stratégies d'exploitation.

Lors de l'évaluation réalisée en fin d'atelier, les participants ont indiqué qu'ils comprenaient mieux ces sujets et que la formation leur était utile dans leur travail (score moyen de 4,5 sur 5 pour ces deux aspects).



Les participants ont attribué de très bonnes notes à l'atelier sur les stratégies d'exploitation (score moyen de 4,5/5).

Grâce à ces ateliers constructifs, les pays membres abordent avec davantage d'aisance la question des stratégies d'exploitation, comme en témoigne leur capacité à intervenir sur ce point de l'ordre du jour lors de la réunion du comité scientifique de la WCPFC en 2019 et des réunions parallèles. Ce point est d'autant plus important qu'à la session de la WCPFC, qui se tient au niveau régional, une seule et unique stratégie d'exploitation sera approuvée par l'ensemble des membres. La participation des pays océaniques aux débats associés leur permettra donc de s'assurer que leurs intérêts sont bien pris en compte.



Une participante à l'atelier sur les stratégies d'exploitation.

« Je trouve que l'atelier est très compréhensible et utile à tous les participants. Je suis très satisfait de l'ensemble des sujets et concepts présentés. » – Une personne ayant participé à l'atelier, le 8 mars 2019

Enseignements tirés

La volonté de mettre l'accent sur la participation des parties prenantes et le renforcement des capacités dans le cadre de ce projet s'explique par les enseignements tirés de travaux antérieurs, à savoir que la compréhension de la terminologie et des résultats scientifiques est indispensable pour une prise de décision en connaissance de cause à la WCPFC au profit de la gestion durable et équitable des ressources halieutiques hauturières.

Étant donné que ces deux approches étaient incluses pour la première fois dans le projet sur les stratégies d'exploitation, il sera tenu compte des observations formulées par les participants aux ateliers, l'objectif étant d'améliorer et d'adapter les futurs ateliers et supports de formation. Par exemple, les premiers retours des participants ont montré que les exposés étaient trop théoriques. Ainsi, au fil du temps,

l'accent a été mis sur l'élaboration d'outils plus interactifs et d'activités pratiques pour favoriser une démarche pédagogique davantage axée sur l'apprentissage expérientiel.

Il est aussi ressorti des observations plus récentes des participants qu'il serait utile de proposer des supports complémentaires pour renforcer les apprentissages qui s'effectuent lors des ateliers et des débats au sein du comité scientifique. La CPS travaille à la mise au point de supports et exercices pour que les participants puissent consolider leurs acquis.

Après 10 ans de procédure, la juridiction océanique sur le plateau d'Ontong Java est reconnue



CIBLE 14.C



Des résultats durables à l'appui d'un changement systémique¹.

La demande conjointe présentée par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon concernant le plateau océanique d'Ontong Java a été approuvée en 2019 après dix ans de procédure. À l'appui de cette réalisation majeure sur le plan international, la CPS a assuré une mission de conseil stratégique et de facilitation, placée sous le signe du respect et de la neutralité culturels et politiques, indispensables au maintien du partenariat et de la volonté collective des parties tout au long de cette période prolongée. La CPS a apporté une valeur ajoutée à son offre de services techniques en mettant à profit les avancées technologiques réalisées au cours de cette décennie dans les domaines des géosciences, des levés, de la cartographie et de l'analyse.

Contexte

Depuis des millénaires, les Océaniens sont les gardiens de l'océan Pacifique. Aujourd'hui, conformément aux dispositions des instruments stratégiques et de gouvernance adoptés à l'échelle internationale, les 22 États et Territoires insulaires océaniques ont sous tutelle 20 % de la superficie des ZEE de la planète, ce qui représente 28 millions de km² d'océan.

Aux termes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), tous les États côtiers exercent leur juridiction nationale sur un espace maritime bien délimité. Il est essentiel que les pays océaniques puissent fixer leurs limites maritimes et comprendre leurs droits souverains si l'on veut favoriser le développement durable de la région. Les pays jouissent ainsi de droits souverains pour ce qui concerne l'exploitation de précieuses ressources des fonds marins, telles que les hydrocarbures, le gaz, les ressources minérales et les ressources biologiques, ainsi que les droits de pêche.

En mai 2009, les États fédérés de Micronésie, la Papouasie Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon ont déposé une demande conjointe devant la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies, invoquant les dispositions de la Convention UNCLOS pour étendre leur territoire aux 600 000 km² de fonds marins que comprend le plateau d'Ontong Java.

Processus de changement

La CPS a apporté son appui aux trois pays pendant 10 ans, dès le dépôt de la demande en 2009, pendant toute la procédure d'évaluation, qui a été longue et complexe, et jusqu'à l'adoption de la recommandation finale en 2019. Entre autres activités, la CPS a réalisé des levés, des travaux de cartographie, des analyses et des rapports techniques. Elle a pu proposer son aide dans tous les secteurs, y compris le renforcement des capacités des fonctionnaires dans les domaines couverts, et, par un engagement constant, elle a assuré une certaine continuité pendant toute la procédure.

Résultats et impact

La recommandation portant sur la demande conjointe relative au plateau d'Ontong Java a été adoptée par la Commission des limites du plateau continental en juillet 2019, dix ans après

son dépôt. C'est la première fois que la région présentait une demande d'extension du plateau continental, dont l'issue a été qualifiée d'« événement historique » pour le droit international et la gouvernance.

« ... une occasion extraordinaire pour nous, petits États insulaires en développement, qui sommes aussi de grands États océaniques dans une situation unique au regard du développement durable. »
– Monsieur l'Ambassadeur Max Rai, Représentant permanent de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès des Nations Unies

Maintenant que leur demande conjointe a été approuvée, les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon doivent déclarer les coordonnées précises des limites extérieures de leur plateau continental élargi auprès de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques des Nations Unies. La CPS continuera de prêter son appui aux trois pays en vue de l'élaboration d'un accord relatif à la gestion et à la réglementation de ces vastes fonds marins, qui soit conforme à leurs besoins et à leurs préférences.

Enseignements tirés

La CPS a joué un rôle de conseil, facilitation et médiation au cours de ce processus éminemment technique, juridique et politique. Organisation apolitique, la CPS est bien placée pour accompagner les membres lorsqu'ils engagent ce type de processus complexes, en particulier au niveau international.

Les négociations ont montré la nécessité de préserver la neutralité et de faire preuve de tact. L'équipe du projet a en outre indiqué qu'il était important d'évoluer au rythme des avancées techniques et de maintenir la volonté politique.

Certains projets ne portent leurs fruits qu'après de nombreuses années. La CPS est en mesure d'apporter de la continuité et de la stabilité, en particulier pendant les périodes difficiles, comme ce fut le cas ici, lorsque les capacités techniques et les financements viennent à manquer.

Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie

¹ Pour plus d'informations, veuillez consulter le résumé de la demande conjointe accessible à ce lien https://www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_fmgsb_32_2009.htm (en anglais).

Renforcer les capacités et la confiance pour améliorer la sécurité de la navigation



CIBLES 4.4, 14.C.1



Des résultats durables au profit des exploitants de navires et des autorités maritimes.

Une formation à la sécurité de la navigation dispensée par la CPS et certifiée au niveau international a permis de renforcer les capacités des exploitants et des autorités maritimes pour assurer la sécurité de la navigation dans les eaux du Pacifique.

Contexte

Près de la moitié des Océaniens vivent sur des îles isolées. Le transport maritime est le seul moyen de relier ces îles périphériques à l'offre de services, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, et de ravitailler les populations en nourriture et autres produits vitaux. La sécurité du transport est capitale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et la protection de l'environnement.

Les services maritimes sont au cœur du développement économique de nombreux pays océaniques. Lorsque les normes internationales en matière de conditions de sécurité sont satisfaites, la navigation peut avoir un effet direct sur l'accélération de la croissance.

Le projet pour la sécurité de la navigation dans le Pacifique a démarré en 2016 et avait pour but de :

- recenser les dispositifs requis pour garantir la sécurité de la navigation, tels que les aides à la navigation ;
- définir les procédures de gouvernance et de financement ; et
- renforcer les capacités nécessaires à la mise en place, au fonctionnement et à la maintenance des aides à la navigation.

Si la CPS est le partenaire d'exécution du projet, c'est l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) qui assure une mission fondamentale de conseil et d'expertise nautique.

Pour regarder la vidéo de la CPS sur les aides à la navigation et la sécurité en mer, cliquer [ici](#).



Processus de changement

La deuxième phase du projet a démarré en juillet 2018, sur la base des conclusions des évaluations des besoins qui ont été réalisées dans 13 pays océaniques pendant la première phase. En août 2019, une formation d'un mois a été organisée aux Fidji au profit du personnel des administrations maritimes de neuf des pays visés. Les neuf participants exerçaient des fonctions en lien avec la sécurité de la navigation et les dispositifs connexes dans leurs pays respectifs. Ils ont tous achevé avec succès leur formation et obtenu leur certificat AISM de gestionnaire d'aide à la navigation – niveau 1.

Résultats et impact

C'est la première fois qu'une formation de ce type était dispensée dans la région Pacifique. Les neuf participants ont

à présent les compétences et l'aisance requises pour gérer de manière autonome les aides à la navigation installées dans leur pays. La formation a aussi permis de créer un réseau océanique d'aide à la navigation, dont les membres s'entraident par le biais d'échanges entre pairs et d'apprentissages croisés.

Parmi les participants se trouvait M. Charles Maniel, responsable des opérations du Département des ports et affaires maritimes de Vanuatu, qui relève du ministère de l'Infrastructure et des Services publics. Associé au projet pour la sécurité de la navigation dans le Pacifique depuis son lancement en 2016, il avait déjà pris part à plusieurs activités et ateliers organisés dans le pays. En novembre 2019, Charles Maniel a organisé et dirigé une réunion de parties prenantes du secteur maritime à Luganville afin de rassembler les points de vue des acteurs locaux sur les risques et les aléas menaçant la navigation dans la zone, à l'aide de l'outil d'analyse du risque de l'AISM. Les conclusions de la réunion ont jeté les bases d'un accord sur les mesures à prendre pour maîtriser et réduire les risques pesant sur la navigation à Luganville, comme le montre le rapport d'analyse du risque relatif aux aides à la navigation.

« La formation a beaucoup influé sur nos décisions, en particulier sur les mesures à prendre pour développer notre Département et améliorer les aides à la navigation à Vanuatu... Je suis plus confiant quand il s'agit de prendre des décisions, en particulier sur les risques. » – Charles Maniel, Responsable des opérations du Département des ports et des affaires maritimes de Vanuatu

Enseignements tirés

Le projet s'articule autour des éléments suivants : évaluation des besoins des pays, y compris en matière de renforcement des capacités, formation des représentants des pays et accompagnement des représentants formés dans la conduite de leurs activités. Cette méthode s'est révélée très efficace, car elle favorise l'appropriation du projet par les parties prenantes, la mobilisation des pays impliqués et le renforcement des capacités au profit d'une offre de services axée sur la sécurité de la navigation.



Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Fondation internationale pour les aides à la navigation (IFAN)

Un projet pilote démontre l'intérêt du solaire dans le transport maritime



CIBLE 7.A



Des résultats durables au profit des exploitants de navires. Pour plus d'informations, voir les zooms ci-après : « Fidji et Îles Salomon : un développement sobre en carbone pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des ports »² ; « Les ports verts océaniques »³ ; et « La maîtrise de l'énergie dans les pays océaniques »⁴.

Désireuse de promouvoir le recours aux énergies renouvelables pour rationaliser le transport maritime, la CPS a équipé un navire de panneaux photovoltaïques à des fins expérimentales. Ce projet pilote a permis de réduire la consommation de carburant du navire de 87,5 % et de limiter ses émissions de gaz à effet de serre au mouillage.

Contexte

Le Centre de coopération de technologie maritime pour le Pacifique (MTCC-Pacifique) a pour mission de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre du secteur maritime régional, tout en appuyant les objectifs de développement durable et la transition verte des économies des pays océaniques. L'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables sont deux des axes de travail du Centre. Le MTCC-Pacifique est hébergé par la CPS.

Processus de changement

En mars 2018, le MTCC-Pacifique a tenu un atelier à Vanuatu sur l'efficacité énergétique de l'exploitation de navires. L'atelier a permis aux participants de mieux comprendre les nouvelles technologies favorisant les économies d'énergie ainsi que les méthodes de suivi et de réduction de la consommation à bord des navires, l'objectif étant de réduire les frais de fonctionnement et les émissions de gaz à effet de serre du secteur.

Le MTCC-Pacifique a lancé un projet en juillet 2019 pour démontrer l'utilité de ces outils. Le roulier *Tiwi Trader* a été sélectionné pour le projet pilote, une fois satisfaites les conditions fixées à l'exploitante du navire, à savoir la mise en œuvre effective du système de gestion de la sécurité du Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs et l'introduction d'un plan de gestion du rendement énergétique du navire (SEEMP).

Partant du SEEMP, la technologie solaire, jugée la plus prometteuse, a été choisie pour réduire la consommation de carburant du navire. Des panneaux photovoltaïques ont été installés pour compléter la production électrique des générateurs diesel et réduire la consommation d'électricité en route et au port.

L'analyse des données réalisée en amont du projet annonçait des économies de carburant de l'ordre de 32 à 44 %. Les relevés effectués trois mois après le début du projet ont montré que l'exploitante du navire avait en réalité économisé 87,5 % de carburant et que les émissions de gaz à effet de serre au mouillage et au port avaient diminué.

*« Le programme du MTCC-Pacifique m'a donné envie de mettre davantage l'accent sur l'efficacité énergétique pour rationaliser mon activité. Je partagerai ces informations avec les membres de mon équipage pour qu'ils redoublent de vigilance dans l'exploitation et la maintenance du navire. » – Mme Sherley Pata, exploitante du *Tiwi Trader**

Enseignements tirés

Seules des données fiables, cohérentes et actualisées permettront de démontrer l'intérêt que les mesures d'efficacité énergétique présentent pour les exploitants de navires. Or, il est difficile d'accéder à de telles données.

Il convient de s'intéresser aux pratiques de gestion d'entreprise. Plutôt que de réinvestir les économies réalisées grâce à l'énergie solaire dans de nouvelles mesures de réduction de la consommation de carburant, l'exploitante a augmenté la vitesse d'exploitation du navire pour développer son activité. Cette décision pourrait occasionner des défaillances matérielles sur d'autres équipements à bord.

Le manque de normes et de technologies constitue un autre problème relevé. La mise en œuvre du projet pilote s'est en effet heurtée à l'absence de normes, d'autres technologies nouvelles dans la région et de prestataires locaux capables de concevoir, d'installer et d'entretenir de nouveaux types d'équipement.



Panneaux photovoltaïques installés sur un navire.

Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Union européenne

2. [Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 40–41.
3. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 30–31.
4. [Rapport de résultats 2016 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 31–32.

Les données sur le handicap au service de l'égalité d'accès aux services au sein de la société



CIBLES 4.5, 4.A, 10.2, 11.7, 16.7, 17.18



Des résultats nouveaux au profit des services nationaux de la statistique, à l'appui d'un changement systémique. Pour plus d'informations, voir l'article relatif à l'atelier sur l'analyse des données sur le handicap, accessible [ici](#)⁵.

En partenariat avec l'UNICEF, la CPS a procédé au renforcement des capacités des services nationaux de la statistique dans le domaine de la collecte, de l'analyse, de l'utilisation et de l'intégration transversale des données sur les personnes en situation de handicap dans le Pacifique.

Contexte

Selon les estimations, 3 % de la population du Pacifique vit avec un handicap. Des rapports semblent montrer que les personnes en situation de handicap ont moins accès aux services que les personnes valides, rencontrant par exemple davantage d'obstacles pour accéder à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi. Toutefois, les données sur la prévalence des handicaps, leur gravité et l'accès aux services étant limitées, il est difficile de confirmer cet état de fait ou encore de le modifier.

La CPS et l'UNICEF travaillent en collaboration avec les pays océaniques pour améliorer la production de données et la compilation de statistiques sur les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap. Les deux organisations ont consolidé leur partenariat en 2018, grâce à la signature d'un accord de coopération au titre des programmes (PCA) et à l'élaboration d'un plan de travail connexe sur deux ans.

Processus de changement

Le PCA vise à renforcer les capacités des pays océaniques en matière de collecte, d'analyse, d'utilisation et d'intégration transversale des statistiques sur les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap. L'objectif est de leur permettre d'exploiter les données pour influencer sur les politiques publiques, afin d'améliorer la situation de ces groupes et améliorer leur accès à une éducation de qualité et aux services de base. En 2018 et 2019, le PCA a donné naissance à une série de projets destinés à promouvoir l'établissement et l'utilisation de telles statistiques.

Plusieurs exercices de renforcement des capacités ont été menés. Deux ateliers ont ainsi été organisés au Samoa en 2018 pour aborder les méthodes d'interprétation et de communication des données sur le handicap. Ils s'adressaient tous deux aux agents des services nationaux de la statistique, aux spécialistes des politiques (des secteurs de l'éducation, de la santé et du travail) et aux référents nationaux sur le handicap, à savoir aussi bien des producteurs de statistiques que des utilisateurs. Axés sur l'apprentissage croisé, les ateliers avaient pour but de permettre aux producteurs d'évoquer l'utilisation, l'analyse et l'interprétation des données et aux utilisateurs de s'exprimer sur l'incidence des données sur les politiques.

Un atelier régional sur l'analyse des données sur le handicap a également réuni à Nouméa des spécialistes et non-spécialistes de la question. Ainsi, parmi les participants à l'atelier, venus des Tonga, de Tuvalu et des Fidji, figuraient des agents des services nationaux de la statistique, des référents sur le handicap et des référents sur les questions de genre, ainsi que des représentants du Pacific Disability Forum, du Centre for Inclusive Policy et du Département développement social de la CPS.

Le travail a aussi porté sur l'établissement et le renforcement de partenariats à l'appui de la collecte et de l'utilisation de données sur le handicap, fédérant des acteurs nationaux, régionaux et internationaux.

Résultats et impact

Des avancées majeures sont à signaler concernant l'intégration transversale des données sur le handicap. Un module abrégé de collecte de données sur le handicap, élaboré par le Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités, qui œuvre à la normalisation des statistiques sur ce thème au sein du système des Nations Unies, a été intégré au formulaire d'enquête budget-consommation des ménages utilisé aux Îles Marshall, à Vanuatu et à Wallis et Futuna. En 2019, le même module a été mis en œuvre lors du recensement des Îles Salomon et du mini-recensement de Nauru. Un module plus détaillé, qui couvre le fonctionnement de l'enfant et s'intéresse de plus près aux difficultés fonctionnelles rencontrées dans tous les groupes d'âge pour des politiques plus ciblées, a été utilisé en 2019 lors de l'enquête BCM et de l'enquête en grappes à indicateurs multiples de Kiribati. Les Tonga ont aussi réalisé une enquête nationale sur le handicap en 2018 afin de mieux comprendre la prévalence du handicap et les restrictions auxquelles se heurtent les personnes en situation de handicap.

D'après les données recueillies, la prévalence du handicap s'élève à 3 % aux Fidji, à 2 % au Samoa et à 3,3 % à Tuvalu. Voici quelques-unes des constatations préliminaires sur la situation des personnes en situation de handicap :

- aux Fidji, 84,8 % des personnes en situation de handicap sont allées à l'école, contre 94,1 % pour la population générale ;
- ces mêmes chiffres s'établissent à 63 % et 97,8 % à Tuvalu, et à 79,9 % et 97,5 % au Samoa.
- en ce qui concerne l'emploi rémunéré, aux Fidji, 47,3 % des personnes ne présentant aucun handicap ont exercé une activité rémunérée, contre 22,4 % des personnes en situation de handicap ;
- ces chiffres s'élèvent à 36,2 % et 9,6 % respectivement à Tuvalu, et à 26,8 % et 5,3 % respectivement au Samoa.

Enseignements tirés

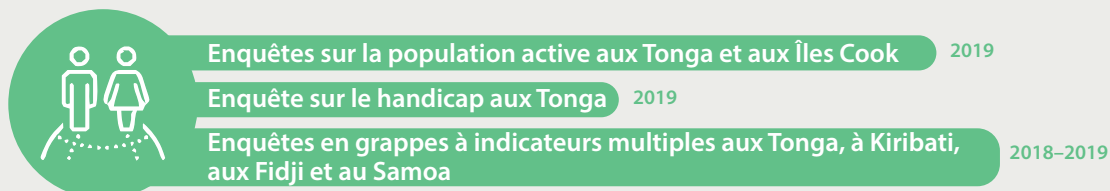
L'UNICEF s'est révélée un excellent partenaire, privilégiant une relation de partenariat pour les actions de développement et les échanges financiers plutôt qu'une approche axée sur les services. Reconnaisant que les avantages comparatifs des différents acteurs peuvent être mis à profit dans le cadre de partenariats, l'UNICEF cherche par conséquent à promouvoir la fertilisation croisée entre partenaires, au lieu de solliciter leurs services dans un cadre contractuel.

5. <https://www.spc.int/fr/actualite/actus-web/2019/09/atelier-sur-lutilisation-des-donnees-de-recensement-dans-lanalyse-des>

En dehors des services nationaux de la statistique, les capacités et les connaissances statistiques sont très limitées. Il serait fort utile de faire participer un plus large éventail de parties prenantes, au-delà des statisticiens professionnels, aux exercices de renforcement des capacités. Les non-spécialistes regardent souvent les statistiques d'un œil sceptique, mais dès qu'ils comprennent la façon dont les données sont recueillies et ce qu'elles signifient, leur perception change et ils prennent

conscience de l'utilité des données pour une prise de décision éclairée. Une collaboration interservices au sein de la CPS a facilité la prise de contact avec les non-spécialistes concernés.

*Division : Division statistique pour le développement
Bailleurs de fonds : Gouvernement de l'Australie et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)*



Des données factuelles et un levier d'influence pour aider la filière thonière à se préparer au changement climatique



CIBLE 13.3



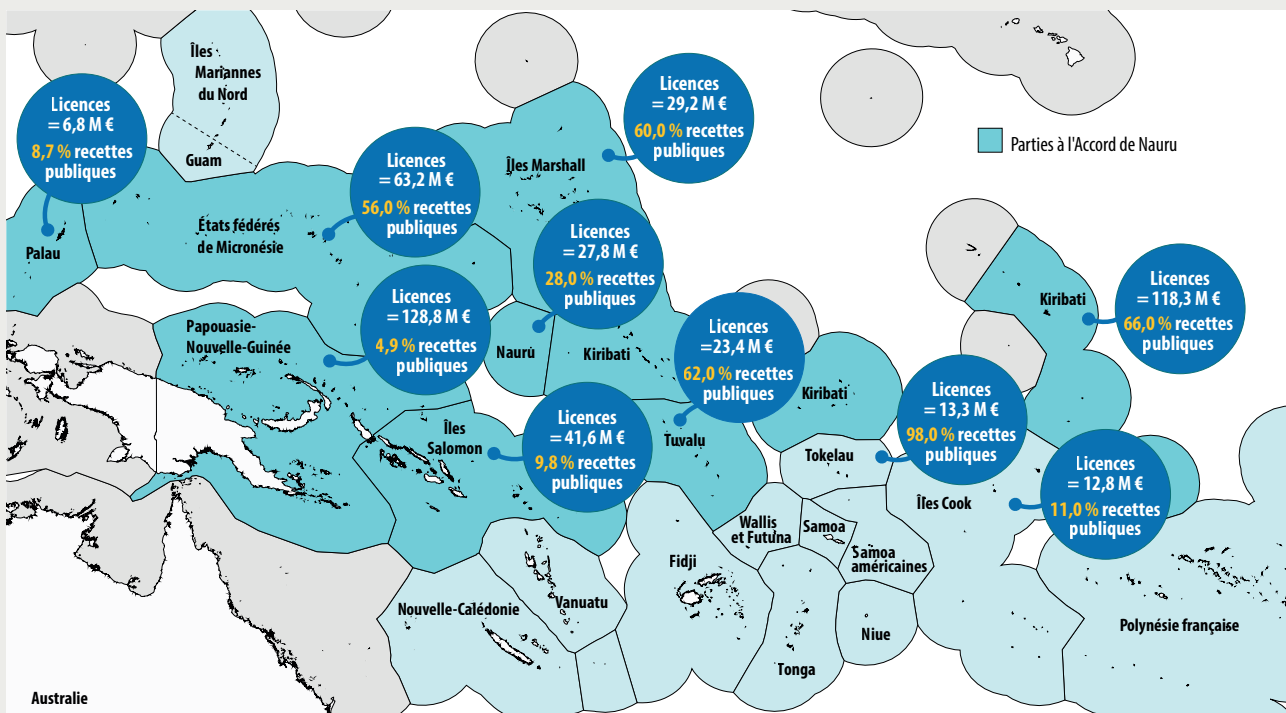
Des résultats durables au profit du secteur de la pêche et favorisant un changement systémique. Voir deux zooms sur les réalisations des années antérieures : « Les pêcheurs s'adaptent aux effets du changement climatique sur les thonidés »⁶ ; « La surprenante histoire du thon obèse »⁷.

En 2017, 2018 et 2019, la CPS a présenté aux acteurs de la filière thonière régionale les résultats de la modélisation du changement climatique et de son impact sur la pêche du thon. Comme l'a montré le Forum océanien sur la pêche thonière en 2019, les acteurs du secteur semblent avoir entendu le message sur l'incidence du changement climatique et en tenir compte dans la planification de l'activité thonière.

Contexte

Le développement économique des États et Territoires insulaires océaniques dépend en grande partie des ressources thonières du Pacifique occidental et central et de la pêche à la senne. En moyenne, ce sont 2,7 millions de tonnes de thon qui ont été capturées chaque année dans le Pacifique occidental et central entre 2014 et 2018, dont 58 % dans les ZEE des pays océaniques. Les redevances de pêche versées par les thoniers contribuent dans une immense mesure aux recettes publiques des pays de la région, six d'entre eux tirant entre 30 et 100 % de leurs ressources des droits versés pour la pêche thonière. L'activité thonière participe également dans une très large mesure au PIB et emploie près de 25 000 personnes dans toute la région.

Selon les dernières projections de l'impact du changement climatique sur la ressource thonière, obtenues par la CPS avec le concours de Collecte Localisation Satellites, les aires de répartition de la bonite et du thon jaune semblent appelées à se redessiner. Les deux espèces devraient se déplacer progressivement à l'est et en direction des zones subtropicales d'ici à 2050⁸. En l'absence de mesures d'adaptation, cette redistribution devrait réduire d'environ 10 % à l'horizon 2050 les prises totales de thonidés réalisées au sein des ZEE des 10 pays océaniques concentrant le plus gros de l'effort de pêche à la senne. Confrontées aux incidences du changement climatique, les économies du Pacifique insulaire ont impérativement besoin de trouver le moyen de préserver les avantages économiques que leur apportent les ressources thonières.



Retombées économiques de la pêche thonière pour les États et Territoires insulaires océaniques (2016).

6. [Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 17–18.

7. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 7–9.

8. Pour plus d'informations, voir la note d'orientation <http://purl.org/spc/digilib/doc/terkx>.

Processus de changement

Au vu de l'importance des projections décrites plus haut, les chercheurs de la CPS ont transmis leurs résultats à un large éventail de parties prenantes, y compris les partenaires de la filière thonière dans la région. Ils se sont notamment adressés au Forum océanien sur la pêche thonière, qui réunit chaque année les acteurs de l'industrie et du commerce du thon⁹.

À chaque édition du Forum, les chercheurs de la CPS présentent un exposé sur l'état des stocks de thonidés du Pacifique, complété depuis trois ans par les résultats de la modélisation du changement climatique. Un tel exposé reprenant des données sur le climat avait pour la première fois été soumis aux professionnels du secteur lors du sixième Forum océanien sur la pêche thonière à Port-Moresby, en 2017, puis à la quinzième conférence mondiale sur le thon – TUNA 2018 – organisée par INFOFISH à Bangkok, en 2018.

Résultats et impact

L'année 2019 a montré que les attitudes évoluent et que le message sur les répercussions du changement climatique est désormais pris en compte dans la planification des professionnels du thon. C'est ainsi la première fois que le changement climatique est mentionné dans différents exposés présentés par les professionnels du secteur et qu'un soutien accru est exprimé en faveur de mesures de gestion de nature à préserver plus longtemps la viabilité des stocks de thon menacés par les effets potentiels du changement climatique.

Enseignements tirés

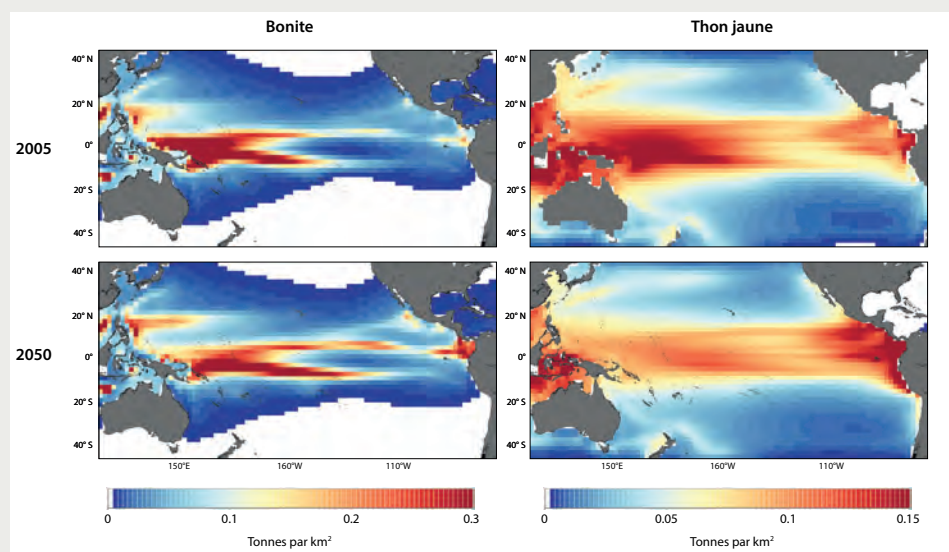
Si l'on veut améliorer le recours aux avis formulés, il est essentiel de comprendre le public ciblé et de créer des « produits » de conseil répondant aux besoins de celui-ci en matière de communication. Avec le temps, la communication à destination des professionnels du secteur a été affinée et adaptée au public visé, en mettant notamment l'accent sur les données qui prouvent les répercussions directes du changement climatique sur les prises et les rendements économiques, ainsi que sur le recours à l'infographie pour communiquer les résultats de la modélisation.

Les incertitudes liées à la modélisation du changement climatique peuvent miner les négociations. Le manque à gagner – recettes publiques et revenus professionnels – projeté pour les économies océaniques tributaires des thonidés, qui ne produisent qu'une part infime des émissions mondiales de gaz à effet de serre, place les pays de la région en bonne posture pour négocier le maintien des importantes retombées socioéconomiques qu'ils retirent de la ressource thonière, quelle que soit l'évolution de sa répartition sous l'effet du changement climatique. Pour renforcer ces négociations, il convient d'investir dans la réduction des incertitudes entourant la modélisation et les analyses économiques préliminaires.



Septième Forum océanien sur la pêche thonière.

Division : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins
Bailleur de fonds : Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)



Projections de répartition de la biomasse de bonites et de thons jaunes dans l'océan Pacifique en 2005 et en 2050 avec un scénario d'émissions de gaz à effet de serre élevées.

9. Le Forum 2019 a été organisé conjointement par INFOFISH et le service national des pêches de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Comprendre et améliorer les modes de mobilisation de la société civile



CIBLES 5, 17

Des résultats nouveaux au profit des organisations de la société civile et des institutions publiques.

La CPS a effectué une vaste enquête régionale pour mieux comprendre comment susciter l'engagement des organisations de la société civile (OSC) aux côtés des pouvoirs publics et de la CPS. Le projet de stratégie d'engagement avec les OSC, qui a alors vu le jour au sein de la CPS, vise à déterminer les moyens de mobiliser plus efficacement les pouvoirs publics et la société civile autour de la promotion de l'égalité de genre, de l'épanouissement de la jeunesse et du développement culturel.

Contexte

Les organisations de la société civile jouent un rôle clé dans la promotion de l'égalité de genre, des droits de la personne et de l'inclusion sociale. De plus en plus, les pouvoirs publics nationaux reconnaissent que la société civile apporte une valeur ajoutée aux débats sur les questions stratégiques et consultent les OSC, notamment pour la formulation des politiques nationales sur l'agriculture, la pêche, le changement climatique et la réponse aux catastrophes.

Toutes les divisions de la CPS associent les OSC à leur travail, mais cette démarche étant bien souvent informelle, il arrive que les points de vue exprimés ne soient pas systématiquement pris en compte au sein des instances régionales compétentes.

Les organisations de la société civile n'ont pas toutes les mêmes ressources, capacités, structures, systèmes de gouvernance et couleurs politiques. Nombre d'entre elles disposent de ressources limitées et peinent à influencer sur les politiques, les pratiques et les décisions. Dans certains cas, leur légitimité est aussi remise en cause, de même que les ensembles de preuves qu'elles présentent, leurs mécanismes de responsabilité et les changements qu'elles défendent.

Processus de changement

En 2019, la CPS a lancé ses premiers travaux afin de déterminer les meilleurs moyens de mobiliser la société civile dans le Pacifique autour de la promotion de l'égalité de genre et de l'épanouissement de la jeunesse. Dans ce contexte, elle a organisé une série d'entretiens et une enquête pour dresser un tableau plus clair des modes d'engagement des OSC sur les questions liées à l'égalité de genre et recenser les actions à envisager pour renforcer leur participation.



La CPS a profité d'une rencontre régionale de représentants et représentantes d'organisations de la société civile et d'organismes publics nationaux pour recueillir leurs observations sur la mobilisation des OSC et actualiser la base de données sur les OSC.

Les formulaires d'enquête ont été envoyés aux correspondants et aux partenaires clés du Département développement social dans la région, au sein des gouvernements, des institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations de la société civile, ainsi qu'à différents individus¹⁰. Les divisions de la CPS ont aussi participé à l'enquête (à l'aide d'un formulaire distinct), l'objectif étant de comprendre leur expérience avec les OSC.

Résultats et impact

L'enquête a livré des éclairages utiles sur la façon dont les organisations de la société civile et les pouvoirs publics peuvent mieux se mobiliser, ainsi que sur les mesures requises pour appuyer une action en ce sens. Par exemple, les OSC travaillant sur les questions de genre ont indiqué que les meilleures preuves factuelles permettant d'influencer les politiques se trouvaient dans les rapports d'évaluation et les statistiques sur la dimension de genre, complétés par des preuves qualitatives et des contenus destinés aux médias sociaux. Elles ont également souligné qu'elles avaient besoin d'un appui pour renforcer leurs capacités en matière de collecte, d'analyse et d'utilisation des données pour influencer les politiques.

Fin 2019, les conclusions de l'enquête ont été utilisées pour formuler un projet de stratégie d'engagement avec les organisations de la société civile, cette stratégie définissant les moyens à mettre en œuvre pour aider les pouvoirs publics et la société civile à s'engager et à dialoguer de manière plus efficace au service de l'égalité de genre, de l'épanouissement de la jeunesse et du développement culturel. Le projet sera transmis aux parties prenantes pour validation en 2020, avant diffusion au sein de la CPS et auprès des pays membres de l'Organisation.

Mettant en évidence les domaines d'appui et d'assistance technique définis comme prioritaires s'agissant des travaux poursuivis avec les OSC, ce document expose les meilleures pratiques de collaboration avec ces organismes, parmi lesquelles on peut citer la participation systématique au processus d'élaboration des politiques, la mise à disposition de données factuelles pour étayer les argumentaires, l'égalité de représentation des hommes et des femmes dans les conseils d'administration et autres instances décisionnaires, la collaboration avec des coalitions féministes, l'organisation de réunions à la base et au niveau communautaire, l'établissement de partenariats solides, la diffusion de l'information, y compris par le biais de plateformes médiatiques communes, et le respect de l'éthique, de l'intégrité et de la bonne gouvernance.

La CPS a aussi élaboré un outil utile pour l'ensemble de l'Organisation, à savoir une base de données où figurent les coordonnées des OSC du Pacifique, leur objet social, leurs objectifs et leurs principaux domaines d'intervention, le but étant de favoriser la collaboration et la communication. Cette base de données sera mise à la disposition de toutes les équipes de la CPS et les autres divisions y ajouteront les organisations avec lesquelles elles travaillent.

10. Par exemple, des formulaires ont été adressés au Bureau sous-régional du Pacifique de l'UNFPA, au Bureau multipays d'ONU Femmes aux Fidji, au réseau DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era), au Réseau océanien sur la mondialisation (PANG), à l'organisation House of Sarah (la Maison de Sarah) du diocèse anglican de Polynésie, au Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés, à la Shifting the Power Coalition, au Fiji Women's Fund, à la Pacific Women Support Unit, à l'association Diverse Voices and Action for Equality (DIVA), à l'Unité des acteurs non étatiques du Secrétariat général du FIP et au Centre du Pacifique pour la consolidation de la paix (PCP).

Enseignements tirés

La CPS travaillait déjà avec les OSC, mais de façon informelle et sans prendre en compte leurs besoins spécifiques. L'Organisation dispose à présent d'une approche plus structurée et concertée pour collaborer avec la société civile, notamment parce qu'elle a recensé les espaces où elle peut s'associer au mieux avec les OSC pour promouvoir l'égalité de genre, l'épanouissement de la jeunesse et le développement culturel.

Le fait de fournir des supports d'information (dossiers ou fiches techniques) aux organisations de la société civile contribuera à leurs actions de sensibilisation et de plaidoyer. La CPS se penchera également sur les mécanismes permettant aux OSC de participer activement aux réunions régionales pertinentes.

Il est important que les points de vue et les priorités de ces organisations soient pris en compte dans les processus de définition des programmes de développement régionaux, et c'est précisément le but recherché avec ces activités.

Les travaux réalisés en amont de l'enquête ont révélé qu'il était important de tenir à jour, au sein de la CPS, un registre d'information sur les OSC et les réseaux aux niveaux national et local. C'est pour cette raison que la CPS a mis au point la base de données sur les organisations de la société civile du Pacifique.

Division : Département développement social
Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie

Renforcer les systèmes des laboratoires de santé publique



CIBLES 3.D, 3.3

Des résultats durables au profit des personnels de laboratoire et des systèmes des laboratoires de santé publique. Pour plus d'informations, voir le zoom sur les réalisations : « Amélioration des systèmes de surveillance et de gestion de la qualité en laboratoire à Vanuatu »¹¹.

Les stages en détachement permettent aux pays océaniques de renforcer leurs capacités afin de bâtir et de maintenir dans la durée des systèmes de qualité pour leurs laboratoires de santé publique.

Contexte

Les services des laboratoires de santé publique sont un élément charnière des systèmes de santé nationaux. Prélever des échantillons sur un patient, utiliser les bonnes procédures pour l'étiquetage des spécimens, le stockage, l'analyse et l'expédition des échantillons à l'étranger pour des analyses plus poussées et consigner des informations sur l'ensemble du processus sont autant d'étapes vitales à la surveillance et au diagnostic précis et rapides des maladies.

Dans le Pacifique, seuls cinq pays océaniques (Guam, Îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Samoa américaines) proposent des services de biologie médicale de haut niveau, accrédités par des organismes de réglementation. Dans les autres pays, la CPS et ses partenaires (OMS, PIHOA, Centre de formation paramédicale du Pacifique et Université nationale des Fidji) soutiennent l'application du Système de gestion de la qualité au laboratoire de l'OMS pour améliorer la qualité des services. Les pays peinent toutefois à se mettre en conformité avec les exigences de ce système.

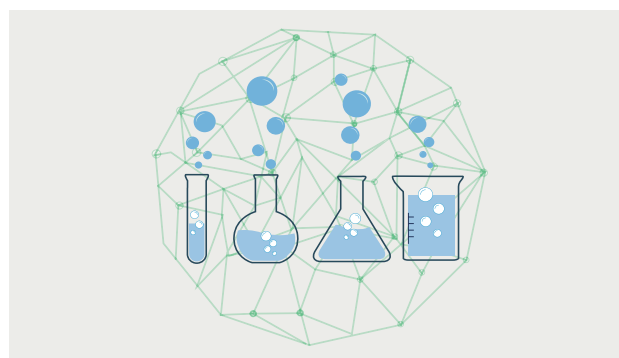
Pour aider les pays à améliorer leurs scores qualité et à progresser sur la voie de l'accréditation de leurs laboratoires, la CPS dispense des formations sur le Système de gestion de la qualité au laboratoire et évalue les systèmes des laboratoires afin de déterminer leur score actuel. La formation à l'expédition de matières infectieuses, en conformité avec les règlements IATA, fait partie du programme.

Processus de changement

En 2018 et 2019, des évaluations des systèmes des laboratoires ont été entreprises dans neuf pays, qui ont été informés de leurs scores qualité. Ces scores tiennent lieu de situation de référence, à partir de laquelle seront adoptées des mesures d'amélioration. Ils mettent aussi en lumière les écarts enregistrés dans les catégories qui déterminent la qualité

globale. Par exemple, les faibles scores obtenus à Tuvalu, à Niue et aux Îles Cook au regard du contrôle des processus, de l'évaluation et de l'amélioration des processus désignent de fait ces domaines comme des axes prioritaires d'assistance.

La CPS avait posé pour hypothèse qu'une fois conscients de leurs scores qualité et équipés de nouvelles connaissances concernant le Système de gestion de la qualité au laboratoire, les pays prendraient des mesures pour pallier les manquements et les problèmes de qualité. Les choses ne se sont toutefois pas passées ainsi. La CPS a donc dû revoir sa théorie du changement et introduire une nouvelle étape pour proposer un appui supplémentaire en vue de l'élimination des écarts, et ce, par le biais du détachement de personnel dans les pays présentant de meilleurs scores qualité.



En 2019, pour la formation à l'expédition de matières infectieuses, la CPS a animé six ateliers de formation nationaux (55 participants, dont 28 femmes, à Kiribati, à Tuvalu, aux Îles Salomon, au Samoa, aux Îles Cook et aux Fidji) et deux ateliers régionaux (33 participants, dont 15 femmes, de 10 pays océaniques).

11. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 79–80.

Résultats et impact

Au total, 88 agents de laboratoire (dont 43 femmes) disposent à présent de leur certification ou de leur recertification IATA en tant qu'expéditeurs de matières infectieuses. Dix-huit cadres sont aussi devenus formateurs certifiés IATA.

La CPS s'est appuyée sur des données mettant en évidence les résultats mitigés de la démarche initiale pour repenser sa théorie du changement et les mesures associées. À la suite de l'évaluation initiale et de la formation, trois agents de laboratoire de Kiribati et de Palau ont effectué des stages en détachement de deux semaines en 2019, respectivement au laboratoire Mataika House des Fidji et au Laboratoire de santé publique de Guam.

Des stages similaires sont prévus au profit de deux pays supplémentaires en 2020, des agents de Nauru et des Îles Cook devant se rendre à l'Institut Louis Malardé en Polynésie française.

Enseignements tirés

Sensibilisation et connaissance ne sont pas toujours synonymes d'évolution des pratiques. Il est parfois nécessaire d'apporter un soutien supplémentaire, en proposant par exemple une approche plus globale ou un engagement à plus long terme. Ici, pour progresser, les pays avaient besoin de davantage d'orientations pratiques sur la mise en œuvre des systèmes de gestion de la qualité au laboratoire.

Dans bon nombre de cas, les manquements des systèmes sont dus à des problèmes d'infrastructures ; pallier ces problèmes supposera d'importants investissements de la part des ministères de la Santé. L'équipe de la CPS s'emploie à présent à revoir son approche, afin de déterminer comment aider au mieux les pays membres à améliorer la qualité au sein de leurs laboratoires, ces derniers constituant en effet la clé de voûte des activités de surveillance des maladies transmissibles.

Quand la classe politique manifeste son approbation et son engagement, cela fait toute la différence dans le Pacifique. Aux Îles Cook, la secrétaire à la santé s'est montrée très favorable au programme, ce qui a eu un effet sur la motivation du personnel et la mobilisation des ressources.

Les enseignements préliminaires tirés des premiers stages en détachement serviront à améliorer les prochains stages et les résultats qui en découlent. Par exemple :

- les premiers stages, prévus sur deux semaines, étaient trop courts ;
- les agents retenus pour les stages devraient suivre au préalable une formation au Système de gestion de la qualité au laboratoire ; et
- la CPS devrait proposer des formes supplémentaires d'accompagnement et de mentorat aux agents de retour dans leur laboratoire afin de les aider à mettre en pratique ce qu'ils ont appris.

Division : Division santé publique

Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie, de la France et de la Nouvelle-Zélande



Participation d'agents de laboratoire des Fidji à une formation théorique et pratique.



La formation au service du pilotage par les données de santé



CIBLES 3.D, 3.3

Des résultats nouveaux au profit des personnels de santé et des systèmes de santé publique.

La CPS a mis au point trois formations de cycle supérieur sur la gestion des données destinées aux professionnels de santé. Plus de 270 personnels de santé ont ainsi perfectionné leurs compétences dans les domaines de la surveillance et de l'épidémiologie, et l'on constate une évolution notable des pratiques en cas d'épidémie, comme en témoigne l'augmentation des taux de déclaration par le biais du Réseau océanique de surveillance de la santé publique.

Contexte

Pour être efficace, un système de santé doit pouvoir s'appuyer sur du personnel qualifié et formé à la gestion des données, ce qui englobe la collecte, la validation, l'analyse, l'interprétation et l'utilisation des données. Lors de leurs conférences de 2011 et 2013, les ministres de la Santé des pays océaniques ont reconnu que ces compétences étaient fragmentaires dans la région, engendrant de fait des lacunes dans les domaines de la surveillance des maladies et de l'épidémiologie. Ils ont alors appelé à l'amélioration des programmes de formation des soignants à tous les niveaux. Ils ont également demandé à ce que la recherche opérationnelle s'oriente sur l'impact des catastrophes naturelles et du changement climatique sur l'épidémiologie et à ce qu'elle appuie le renforcement des capacités en épidémiologie de terrain.

Fondé en 1996, le ROSSP se compose de membres statutaires – ministères et directions de la santé des pays océaniques – et de membres associés – CPS, Centres de lutte contre la maladie des États-Unis (CDC), Université nationale des Fidji (FNU), Association océanique des fonctionnaires des services de santé (PIHOA) et OMS. Il offre un mécanisme de coordination pour le renforcement des capacités et la mobilisation de compétences spécialisées en matière de surveillance épidémiologique et de réponse dans tout le Pacifique.



Processus de changement

Le modèle de formation « Données pour la prise de décision » (DDM) a été mis au point et introduit pour la première fois au début des années 1990 par les CDC. La CPS l'a adapté en 2007 pour l'offre de formations élémentaires dans la région Pacifique. Le modèle a été repensé en 2013 à la suite d'appels à l'action lancés en 2011 et 2013 par les ministres de la Santé des pays océaniques.

Trois niveaux de formation sont désormais proposés dans le cadre du Programme de renforcement des interventions en santé publique dans le Pacifique (SHIP) : un certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain, un diplôme d'études supérieures en épidémiologie appliquée et un master en épidémiologie appliquée. Ces trois formations sont accréditées

par l'Université nationale des Fidji et peuvent être entreprises de façon séquentielle.

La CPS et les partenaires du ROSSP ont introduit à plus grande échelle ces formations dans toute la région depuis leur accréditation en janvier 2019.



Des participants au Programme de renforcement des interventions en santé publique dans le Pacifique.

Résultats et impact

À ce jour, la nouvelle offre de formation a bénéficié à 278 professionnels de santé du Pacifique, qui ont mis en œuvre plus de 108 projets d'amélioration des systèmes dans le cadre de leurs études. Au travers de ces formations, les participants ont démontré leurs compétences dans les domaines suivants : analyse des données de surveillance ; gestion des systèmes de surveillance, dont la détection des maladies et des épidémies ; validation et communication des données ; réponse et gestion des épidémies ; études de terrain et recherche sur la mise en œuvre ; et communication et diffusion, avec par exemple l'élaboration de produits d'information et la rédaction de rapports de situation.

On constate une évolution majeure des pratiques en cas d'épidémie. En 2017, 50 % des pays ayant enregistré des alertes ou des flambées épidémiques ont diffusé des rapports de surveillance par le biais de PacNet (le réseau de communication du ROSSP). En 2019, cette proportion est passée à 81 %.

« J'ai participé à la formation DDM à Tuvalu. Cela a renforcé nos capacités, surtout en ce qui concerne la surveillance à l'échelon national. Nous sommes à présent mieux armés pour analyser les données dont nous disposons, intervenir en cas de flambées épidémiques et établir des rapports en temps voulu. » – Dr. Suria Elisala Puafolau, Tuvalu

Enseignements tirés

La CPS doit aider les pays océaniques à cerner et à définir leurs propres besoins en matière de renforcement des capacités. Sur cette base, les programmes de renforcement des capacités devraient être collectivement construits, pris en main et exécutés par les pays océaniques et les prestataires d'assistance technique si l'on veut en pérenniser les effets.

Des projets d'amélioration des systèmes de santé ont été imaginés et mis en œuvre en étroite concertation avec les autorités sanitaires locales. Ce mode de travail garantit l'appropriation des actions par chacun et la mise en place d'initiatives et de solutions sur mesure, adaptées aux circonstances locales et nationales.

Division : Division santé publique

Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie, de la France et de la Nouvelle-Zélande ; Centres de lutte contre la maladie des États-Unis

Pour regarder une vidéo sur les services des laboratoires de santé publique, cliquer [ici](#).



Un premier pas vers plus d'inclusivité dans l'évaluation régionale de l'éducation



CIBLE 4.5



Des résultats durables au profit des établissements scolaires et des systèmes éducatifs. Pour plus d'informations, voir le zoom sur les réalisations : « Amélioration des processus d'évaluation de l'aptitude des élèves à la lecture, à l'écriture et au calcul dans le cadre d'un essai en conditions réelles »¹².

Pour la première fois en 2018, la PILNA a été administrée dans des établissements scolaires accueillant des élèves à besoins éducatifs particuliers, aussi appelés écoles spécialisées. Les résultats ont été dévoilés en 2019¹³. Malgré une faible participation de ces établissements, c'est une étape importante vers l'avènement de systèmes éducatifs plus inclusifs accompagnant tous les enfants au cours de leur scolarité.

Contexte

L'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul est une évaluation à grande échelle des acquis d'apprentissage réalisée par la CPS dans 15 pays océaniques¹⁴. La PILNA permet de mesurer et de suivre à un rythme triennal les aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul des élèves de quatrième et de sixième années (équivalents du CE2 et du CM2) dans un échantillon représentatif d'établissements scolaires au sein de 15 pays océaniques. Les résultats de l'évaluation sont transmis aux pouvoirs publics, aux responsables de l'éducation et aux établissements scolaires afin de les aider à élaborer leurs politiques éducatives, ainsi que les interventions et mesures d'appui destinées aux élèves et aux enseignants. L'évaluation a été conduite trois fois, en 2012, 2015 et 2018. Au cours de la dernière édition, plus de 40 000 élèves ont été évalués dans 925 écoles.



Présentation du rapport régional sur la PILNA à Suva (Fidji).

Tous les États et Territoires membres de la CPS reconnaissent le droit de chaque enfant à accéder à une éducation de qualité, sans discrimination fondée sur le sexe, l'appartenance ethnique, la situation familiale, la situation socioéconomique ou les besoins particuliers qu'il peut avoir. Les élèves ayant des besoins particuliers sont en droit de participer aux programmes scolaires, d'apprendre et de bénéficier d'aides ou aménagements supplémentaires dans le cadre des activités d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation.

Lors des deux premières éditions de la PILNA, aucune école spécialisée ne figurait dans l'échantillon évalué. Dans la mesure où les systèmes éducatifs ont vocation à être inclusifs et à accompagner tous les enfants au cours de leur scolarité, reconnaître et inclure toutes les écoles dans des évaluations telles que la PILNA constituent un premier pas vers une réelle représentativité.

Processus de changement

En 2018, à la demande des Fidji, des écoles spécialisées ont pris part pour la première fois à la PILNA. Sur les 120 écoles incluses dans l'échantillon fidjien, deux (des divisions Centre et Ouest) étaient des écoles spécialisées. Cette démarche s'inscrit dans le droit fil de la politique fidjienne sur l'inclusion scolaire et l'éducation spécialisée, qui a pour mission d'améliorer l'accès à une éducation de qualité pour toutes les personnes en situation de handicap, à tous les niveaux du système éducatif¹⁵. Les écoles spécialisées des Fidji étaient aussi incluses dans le recensement annuel national utilisé pour les évaluations des compétences en lecture, écriture et calcul.

« Le mouvement en faveur d'une éducation inclusive impose une approche non discriminatoire. Il permet aussi au service des examens et des évaluations de procéder à une cartographie, en parallèle des évaluations des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul auxquelles prennent part les enfants à besoins éducatifs particuliers. Au fond, c'est une occasion d'apporter de précieux éclairages sur les résultats scolaires des enfants ayant des besoins particuliers, à l'aune d'un étalon régional. »

– M. Seci G. Waqabaca, Directeur du service des examens et des évaluations, ministère fidjien de l'Éducation, du Patrimoine et des Arts



Des élèves en classe aux Fidji.

12. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), p. 87.

13. Pour consulter le Rapport régional de l'édition 2018 de la PILNA : <http://purl.org/spc/digilib/doc/6zha6>

14. Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

15. Voir la section 6.8 de la politique fidjienne sur l'inclusion scolaire et l'éducation spécialisée.

Un espace de collaboration ouvre la voie au renforcement des services d'ORL et d'audiologie dans le Pacifique



CIBLE 3.8



Des résultats durables au profit des services de santé. Pour plus d'informations, voir l'article sur la troisième rencontre du Groupe océanien d'otorhinolaryngologie et d'audiologie¹⁶.

Contexte

On estime qu'environ 20 % de la population océanienne souffrent de déficience auditive légère à sévère. Aux Îles Salomon et à Vanuatu, les consultations ORL représentent environ 30 % des consultations médicales, tandis qu'aux Tonga, sur une période de cinq ans, 18 000 patients ont consulté pour des troubles ORL.

Il n'existe pas de cursus de formation en otorhinolaryngologie ou en audiologie dans le Pacifique, ce qui débouche sur un manque criant de capacités dans ce domaine. La plupart des patients qui ont besoin de soins ORL doivent consulter les spécialistes des missions médicales étrangères. Par conséquent, les pays océaniques ont demandé à la CPS de les aider à améliorer leurs capacités en soins ORL et audiologie.



Une consultation ORL.

Processus de changement

La CPS a créé le PENTAG et organisé sa première réunion en 2015 à Nadi (Fidji) pour réfléchir aux options permettant de renforcer les services d'ORL dans le Pacifique. Parmi les participants figuraient des ORL, des audiologistes et des chercheurs venus de divers pays océaniques, ainsi que d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Les réunions du Groupe sont programmées tous les deux ans.

Lors de leur première réunion, les participants ont élaboré une vision pour des services d'ORL et d'audiologie améliorés dans le Pacifique et ont établi un plan et une stratégie pour concrétiser cet objectif. Les membres océaniques du PENTAG ont présenté cette vision et les plans qui l'accompagnent à la Réunion des directeurs de la santé en 2019.

Un atelier cofinancé par l'OMS, l'Université d'Auckland et la CPS s'est aussi tenu en octobre 2019 afin d'aider les pays océaniques à établir leur propre plan national pour les services d'ORL et d'audiologie.

Résultats et impact

La réunion du PENTAG était l'occasion de proposer des activités structurées et non structurées de renforcement des capacités. Les spécialistes ORL des pays océaniques ont élargi leurs réseaux professionnels et tissé de nouveaux liens avec leurs homologues d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Plusieurs formations structurées ont aussi été proposées.

Ainsi, la Société australienne d'otorhinolaryngologie et de chirurgie cervico-faciale a proposé des formations spécialisées entièrement gratuites à des ORL du Pacifique. Quatre ORL (deux femmes et deux hommes) ont bénéficié de ces expériences de formation clinique sur mesure.

Quant à l'Association australienne des infirmières et infirmiers des services d'ORL et de chirurgie cervico-faciale, elle a ouvert l'accès à son programme en ligne de formation professionnelle continue au personnel infirmier des services d'ORL du Pacifique.

À l'issue de la réunion, le Collège royal des chirurgiens d'Australasie et plusieurs ORL d'Auckland (Nouvelle-Zélande) ont fait don de matériel spécialisé (microscopes de chirurgie ORL, otoscopes et curettes) aux Fidji, à Kiribati et aux Tonga.

L'Université d'Auckland et la CPS ont convenu de conduire une enquête complète sur les services d'ORL et d'audiologie des pays océaniques. L'enquête est en cours et doit s'achever en avril 2020.

« Nous sommes particulièrement heureux d'avoir bénéficié de dons en microscopie, car nous utilisons encore un microscope vieux de 40 ans pour la chirurgie ORL au CWMH. Au nom des ORL des Fidji, je tiens à vous remercier de votre généreuse collaboration. » – Docteur Oh Chunghyeon, Colonial War Memorial Hospital (CWMH), Suva

Enseignements tirés

Dans la région et sur la scène internationale, des professionnels de santé sont tout à fait disposés à prêter assistance au Pacifique, et c'est au travers d'espaces d'échanges tels que le Groupe consultatif océanien d'otorhinolaryngologie que l'on peut mobiliser leur soutien.

Division : Division santé publique

Bailleur de fonds : Gouvernement de l'Australie

16. <https://www.spc.int/fr/actualite/communiqués/2019/03/des-medecins-specialistes-soulignent-la-necessite-dameliorer-les>

Renforcer le suivi, l'évaluation et l'amélioration continue grâce à des approches adaptées au Pacifique



CIBLE 17.18

Des résultats nouveaux au profit des spécialistes du suivi, de l'évaluation et de l'amélioration continue et des services nationaux chargés de la planification et de la coordination de l'aide dans le Pacifique.

La CPS œuvre en faveur de l'expression d'une voix propre à l'Océanie et au renforcement des pratiques régionales pour la collecte de données factuelles et la prise de décision, et elle intègre pour ce faire des approches typiquement océaniques aux démarches de suivi, évaluation et amélioration continue (SE-AC). La CPS a noué un partenariat et organisé une rencontre régionale afin que les spécialistes du domaine puissent présenter et assimiler diverses bonnes pratiques mises en œuvre dans la région en matière de SE-AC.

Contexte

Dans le cadre d'un partenariat entre le MFAT, la CPS et BetterEvaluation, une série de débats s'est ouverte dans la région afin de mieux comprendre les besoins et les compétences actuels en matière de démarches SE-AC contextualisées et adaptées aux spécificités culturelles, l'objectif étant de renforcer les capacités et d'améliorer la qualité des données factuelles ainsi que leur mise à profit dans la prise de décision.

Cette rencontre et chacune des étapes du processus ont permis de présenter et d'assimiler des exemples de bonnes pratiques SE-AC contextualisées et adaptées aux spécificités culturelles de la région. Au cours de la collecte d'informations sur les forces, les besoins, les priorités et les possibilités, la CPS a informé les parties prenantes des solutions envisageables et des actions prioritaires à mettre en œuvre pour renforcer les capacités en SE-AC, et elle a amélioré la collaboration entre partenaires régionaux dans les projets de renforcement de ces capacités.

Processus de changement

Le partenariat réunit un large éventail de parties prenantes de la région – pouvoirs publics, société civile, établissements universitaires, partenaires du développement et bailleurs – travaillant à l'unisson pour renforcer les capacités et la compétence culturelle en matière de SE-AC. À l'aide du cadre de recherche Kakala (voir encadré) ainsi que de métaphores et méthodes propres à l'Océanie, les partenaires ont contribué à la réalisation des activités suivantes :

- établissement de partenariats et de liens de travail avec les acteurs du SE-AC dans le Pacifique afin de bâtir une communauté océanique des partenaires du SE-AC ;
- diagnostics participatifs avec les principaux acteurs du SE-AC afin de cerner les bonnes pratiques et les lacunes dans le domaine (86 parties prenantes internes et externes consultées à l'aide d'un outil en ligne de diagnostic des capacités SE-AC et/ou d'un premier talanoa, à savoir la conduite d'entretiens avec des informateurs clés) ;
- utilisation des informations recueillies pour mettre sur pied la rencontre océanique des spécialistes du SE-AC organisée à Nadi, qui a rassemblé 53 participants de tout le Pacifique pour un examen des pratiques régionales en matière de SE-AC, à l'aide d'approches océaniques ; et
- établissement d'une « carte à bâtonnets » permettant de cartographier les modes de collaboration futurs pour le renforcement des capacités régionales en matière de SE-AC.



Talanoa organisé lors de la rencontre SE-AC à Nadi (Fidji).

Cadre de recherche SE-AC du Pacifique

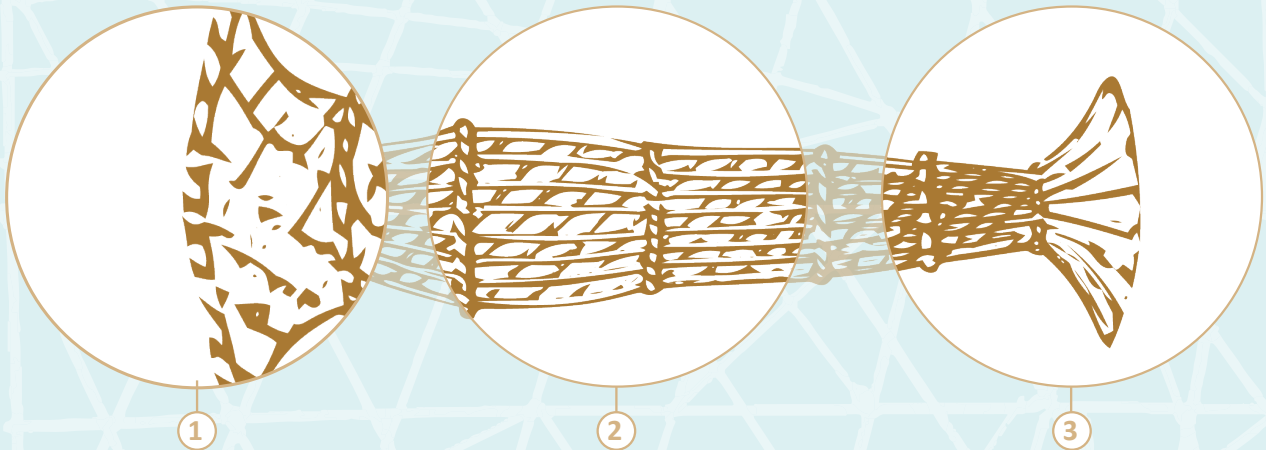
Cadre Kakala : cet outil inspiré des différentes étapes de la confection de colliers traditionnels met l'accent sur les valeurs, l'éthique et les relations se trouvant au cœur des pratiques de recherche et d'évaluation. C'est cette approche qui a déterminé le format de la rencontre.

Talanoa : cette démarche facilite la collecte, le partage et l'analyse des données par le biais d'un espace de dialogue ciblé et culturellement approprié, dans un climat non menaçant qui peut être aussi bien formel qu'informel.

Rebbilib : fondée sur les cartes à bâtonnets, instrument de navigation propre aux Îles Marshall, cette approche nouvelle de la désignation et de l'orientation des stratégies et des plans est particulièrement adaptée à la région.

Nasse traditionnelle mélanésienne : cette démarche encadre les modes de participation des parties prenantes. La nasse à poisson forme un piège très large à l'ouverture, resserré en son milieu, puis à nouveau évasé à son extrémité. De la même façon, la rencontre a commencé par la consultation d'un large groupe de parties prenantes lors d'une enquête « talanoa » en ligne, puis s'est recentrée sur un groupe donné pour des réunions et des entretiens semi-structurés, avant de s'ouvrir à nouveau à un vaste éventail d'acteurs intéressés dont les éclairages ont été collectés.

À L'INSTAR DE LA NASSE TRADITIONNELLE MÉLANÉSIENNE, NOTRE ENGAGEMENT SE COMPOSE DE TROIS ÉLÉMENTS :



1
Une large participation des parties prenantes, à l'image de la large ouverture du filet, afin de recueillir des informations auprès d'un éventail d'acteurs au sein des pouvoirs publics nationaux, des organisations régionales et internationales ainsi que de la société civile.

2
Un recentrage, schématisé par le resserrement de la nasse, afin d'approfondir les échanges avec un petit groupe de parties prenantes.

3
Un nouvel élargissement des parties prenantes impliquées, afin de relayer à divers groupes les informations recueillies, dans le but de cartographier le renforcement des capacités en SE-AC dans le Pacifique.

Résultats et impact

La reconnaissance et la valorisation des approches océaniques dans les pratiques SE-AC sont considérées comme une étape marquante dans le travail de la CPS.

La rencontre SE-AC a débouché sur un appel à l'action et une déclaration invitant les bailleurs et les partenaires du développement à mieux coordonner leur action concernant le renforcement des capacités en SE-AC. La CPS, le MFAT et la GIZ ont profité de l'élan insufflé par la rencontre et facilité la participation d'une délégation régionale composée de 12 personnes à la quatrième assemblée mondiale de l'Association internationale pour l'évaluation du développement (IDEAS) qui s'est tenue à Prague. L'assemblée était placée sous le thème « L'évaluation pour un changement en profondeur : Tirer parti de l'expérience des pays du Sud au bénéfice des pays du Nord ».

Les conclusions de la rencontre SE-AC de Nadi ont été présentées à un auditoire international et, grâce à la participation de la délégation du Pacifique, la déclaration de Prague comprend une partie sur les systèmes de savoirs autochtones au service de l'évaluation :

Appui à l'évaluation transformatrice autochtone : Nous nous engageons à valoriser et à appuyer le renforcement et la capitalisation de l'évaluation autochtone par et pour les peuples autochtones.

Reconnaissant les efforts déployés par la CPS pour porter la voix du Pacifique sur la scène internationale, IDEAS a invité l'Organisation à devenir partenaire de l'association.

La poursuite du dialogue engagé lors de ces manifestations de niveau régional et international et de la collecte d'informations jettera les bases de l'analyse régionale, de l'établissement d'une rebbilib régionale – feuille de route traditionnelle qui doit être lancée en mars 2020 – et de l'organisation d'une nouvelle rencontre des spécialistes du SE-AC en 2020.

Enseignements tirés

Les effets positifs des rencontres régionales dépendent en grande partie de la planification et de la mobilisation des participants en amont de la réunion. Ici, la rencontre a été précédée d'une enquête permettant d'analyser les besoins et d'une série d'entretiens par téléphone.

Cette participation positive des acteurs a aussi contribué à l'affirmation des modes de savoir et des savoir-être océaniques dans le domaine du SE-AC, ainsi qu'à l'ouverture d'un climat de confiance autorisant la mise à nu des vulnérabilités.

Grâce à la collaboration de partenaires travaillant en communauté d'idées dans un climat de confiance et appréciant à leur juste valeur les démarches océaniques, il est possible d'agir pour un changement transformateur.

*Division : Équipe Stratégie, performance et amélioration continue
Bailleur de fonds : Gouvernement de la Nouvelle-Zélande*

Programmation par pays : l'EQAP applique une nouvelle approche consultative



CIBLES 4.1, 17.15, 17.17



La CPS a mis au point une nouvelle méthode consultative pour élaborer le programme de travail du Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement. Celle-ci doit permettre de mieux comprendre la situation et les besoins de chaque pays, d'améliorer la planification et d'optimiser les effets.

Contexte

L'EQAP a vocation à offrir des services d'évaluation de l'éducation aux pays océaniques. Son programme de travail était jusqu'ici défini sur la base des priorités fixées par les ministres océaniques de l'Éducation et des demandes particulières des pays, mises à jour chaque année.

La méthode utilisée pour rassembler les demandes des pays et établir le programme de travail a fait l'objet d'un examen lors de récentes réunions du PBEQ¹⁷. Parmi les lacunes mises au jour, citons les incertitudes relatives à l'enregistrement des demandes nationales dans le système de l'EQAP et la difficulté à respecter le calendrier de dépôt des demandes, souvent soumises hors délai. Ces problèmes risquaient de limiter la valeur des activités menées par le Programme.

Processus de changement

La CPS a mis au point une nouvelle méthode pour l'élaboration du programme de travail de l'EQAP, entérinée par le Conseil en 2019. Elle met l'accent sur les interactions avec les parties prenantes nationales de l'éducation et sur la nécessité pour la CPS de mieux comprendre le contexte éducatif de chaque pays membre. Les éléments clés de la nouvelle approche sont les suivants :

- consultations nationales pour élaborer les demandes avec les pays, en lieu et place d'un formulaire de dépôt ;
- programme de travail sur trois ans pour une action à plus long terme, permettant un temps de discussion suffisant sans pour autant surcharger la CPS ou les pays membres ;
- critères définis pour la hiérarchisation des demandes d'assistance adressées à la CPS ; et
- suivi et réflexion réguliers, aussi bien en interne qu'avec les acteurs externes.

17. Les pays suivants sont membres du PBEQ : Îles Cook, Fidji, Kiribati, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

Résultats et impact

La nouvelle méthode a été appliquée lors d'une première série de missions dans les pays. Les Îles Cook, Kiribati, Niue, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, Tokelau, les Tonga et Vanuatu ont été consultés en 2018, suivis par les Îles Marshall et Palau en 2019. Les dernières missions (Fidji, États fédérés de Micronésie, Nauru, Samoa et Tuvalu) se tiendront en 2020.

Les premiers retours des pays sont positifs. La méthode permet de consulter un plus large éventail de participants, offrant un tableau plus complet de la situation et des besoins réels de chaque pays. Cette compréhension approfondie devrait aboutir à une amélioration de la planification au sein de la CPS et à une optimisation des effets obtenus grâce au travail de l'EQAP.

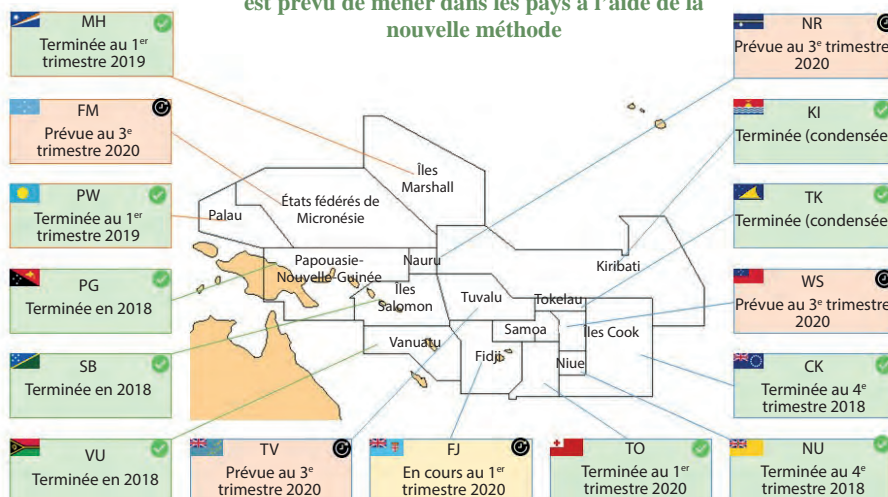
Enseignements tirés



En s'engageant davantage aux côtés des pays et en affinant sa compréhension des réalités nationales, la CPS se donne les moyens d'intervenir plus efficacement.

Division : Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement
Bailleurs de fonds : Gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande

Récapitulatif des missions qui ont été menées ou qu'il est prévu de mener dans les pays à l'aide de la nouvelle méthode





Une étude multiniveau lève le voile sur le sort des DCP dérivants



CIBLE 14.1

Des résultats nouveaux favorisant un changement systémique¹⁸.

Les chercheurs de la CPS ont conjugué des données et informations de diverses sources pour cartographier la dérive et les lieux d'échouement des dispositifs de concentration de poissons (DCP) dans l'océan Pacifique. Les professionnels du secteur ont communiqué des données confidentielles, tandis que les communautés locales ont été mises à contribution par le biais d'une démarche de science citoyenne.

Contexte

Il y a bien longtemps que les pêcheurs ont découvert que les thons sont attirés par les objets flottants, autour desquels ils forment des concentrations. Par le passé, ce sont des radeaux en bambou qui étaient utilisés pour attirer les thons. Il en existe aujourd'hui une version moderne appelée DCP, que l'on équipe d'appareils sophistiqués pour indiquer aux pêcheurs la position du dispositif et la quantité de poisson qui s'accumule aux alentours. Les DCP modernes sont fixés à des bouées high-tech dotées de systèmes électroniques alimentés à l'énergie solaire. Ces bouées enregistrent la position des DCP à mesure qu'ils dérivent lentement dans l'océan Pacifique, balaient les eaux avec un échosondeur pour déterminer la quantité de thons à proximité et transmettent ces informations précieuses aux navires de pêche par satellite.

La pêche sur DCP contribue pour beaucoup aux économies océaniques et à la sécurité alimentaire des populations. On estime qu'entre 30 000 et 65 000 DCP artificiels sont mis à l'eau chaque année et dérivent dans le Pacifique occidental et central pour alimenter la pêche industrielle. Les DCP participent à la stabilisation des taux de prises et à la rentabilité des flottilles de pêche, ce qui génère des recettes pour les pays océaniques. La situation n'est toutefois pas parfaite. On trouve généralement plus d'espèces accessoires, telles que les requins et les tortues, et de thons de petite taille parmi les prises effectuées sur DCP. D'après les informations communiquées par les pays insulaires du Pacifique, les DCP sont en outre de plus en plus nombreux à s'échouer sur les plages, endommageant au passage les récifs coralliens et altérant potentiellement la distribution des thonidés. Souhaitant engager une démarche pour lutter contre ces problèmes, les chercheurs de la CPS ont effectué une étude sur les trajectoires décrites par les DCP sous l'effet des courants océaniques et sur les lieux où les DCP s'échouent dans la région.

Processus de changement

L'étude s'est appuyée sur des données issues d'un programme régional de suivi des DCP ainsi que sur des données halieutiques transmises par les pays océaniques, combinées à des modèles océaniques numériques et à des simulations de DCP virtuels, afin de déterminer les trajectoires empruntées par les DCP au gré des courants pendant et après leur durée de vie. À cela s'est ajouté un élément charnière, à savoir la collaboration avec l'industrie de la pêche pour obtenir des données confidentielles extraites des bouées acoustiques fixées aux DCP. C'est la première fois que la CPS collabore avec les professionnels du secteur de cette manière pour appuyer l'analyse scientifique. C'est aussi la première fois que sont combinés les journaux de pêche, les données d'observation, les informations de suivi des DCP et les estimations acoustiques.

Le projet de recherche a mobilisé les parties prenantes à tous les niveaux – organisations régionales œuvrant dans le secteur des pêches, services des pêches nationaux, responsables, entreprises

de pêche et communautés. Tout comme les professionnels du secteur, les communautés ont été un partenaire incontournable de l'étude : par le biais de la science citoyenne, elles ont été mises à contribution pour déterminer l'emplacement des débris marins générés par les DCP.

Résultats et impact

En général, les DCP sont mis à l'eau dans le Pacifique oriental et central. Ils dérivent ensuite vers l'ouest à la faveur des courants dominants, en direction des principales zones de pêche thonière situées le long de l'équateur. L'étude a permis d'estimer qu'entre 1 500 et 2 200 DCP s'échouaient chaque année sur les plages, après avoir dérivé sur de longues distances, parfois depuis l'Équateur. C'est probablement une sous-estimation, car les dispositifs de suivi dont sont équipés de nombreux DCP sont désactivés à distance lorsqu'ils quittent les zones de pêche.

Dans la région équatoriale, des pays tels que Kiribati sont traversés par un grand nombre de DCP et voient s'échouer sur le littoral de nombreuses unités. À Tuvalu, qui se situe à la bordure de la zone de divergence équatoriale, la densité de DCP est également élevée et les échouements sont fréquents. Sans surprise, beaucoup de DCP finissent leur vie dans des pays situés à l'ouest des principaux lieux de pêche, notamment aux îles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

L'étude a permis de sensibiliser les membres et les responsables régionaux des pêches à la nécessité de gérer efficacement le nombre de DCP mouillés et les lieux de mise à l'eau, ainsi que d'entreprendre d'autres études pour comprendre l'impact des DCP sur la ressource en thonidés et les populations d'espèces accessoires, d'utiliser des matériaux biodégradables et d'établir des programmes efficaces de récupération en mer des DCP obsolètes à la fin de leur périple dans le Pacifique.

Enseignements tirés

La conduite d'actions ciblées de communication et de sensibilisation à différents niveaux permet d'instaurer la confiance dont les acteurs ont besoin pour s'associer au projet. Par exemple, pour accéder aux données des professionnels du secteur, il a fallu convaincre les parties prenantes de l'importance de l'étude et les amener à accorder leur confiance à la CPS avant qu'ils remettent leurs données commerciales confidentielles.

Pour réaliser des analyses aussi innovantes que celle-ci, il faut qu'un éventail varié de partenaires investissent et s'engagent à long terme, aux côtés de la CPS.

*Division : Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins
Bailleurs de fonds : The Pew Charitable Trusts et Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC)*

18. <http://purl.org/spc/digilib/doc/ypp3s>



Plus de visibilité et de capacités pour les femmes du secteur maritime



CIBLE 5.5

Des résultats durables au profit des femmes et des autorités maritimes.

La CPS apporte son concours technique à l'Association des Océaniennes du secteur maritime (PacWIMA) afin de rendre les femmes plus visibles et d'accroître leur participation dans ce domaine en Océanie.

Contexte

La CPS estime que le secteur maritime océanien emploie 16 000 personnes, dont environ 10 % seulement sont des femmes. Elles assument pour la plupart des fonctions administratives et de soutien, ou occupent des postes d'encadrement intermédiaire. Moins de 2 % sont employées comme gens de mer dans les flottilles nationales, et moins de 1 % travaillent à bord de navires au long cours. Seules six femmes (contre 36 hommes) originaires d'Océanie ont décroché leur diplôme à l'Université maritime mondiale (UMM), tandis que l'Institut de droit maritime international (IMLI) ne compte que dix Océaniennes diplômées depuis sa création.

Fondée en 2005 puis mise en sommeil, la PacWIMA a relancé son activité en 2016, avec l'appui de la CPS et de l'Organisation maritime internationale (OMI). Elle a vocation à rendre les femmes plus visibles et à accroître leur participation dans cet important secteur. La PacWIMA est hébergée par la Direction nationale de la sécurité maritime de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (NMSA), la CPS assurant une mission d'appui technique et de supervision générale.

Processus de changement

Il existe à présent des associations nationales des femmes du secteur maritime dans 10 pays océaniques (Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Ces associations nationales jouent un rôle fondamental, en parallèle des efforts déployés dans les pays pour accroître la représentation des femmes dans le secteur. Elles promeuvent l'accès des femmes et des filles à la formation et aux débouchés dans le secteur maritime et offrent des espaces d'échange sécurisés où les femmes travaillant à terre et les femmes gens de mer peuvent partager leurs expériences, les leçons apprises et les difficultés rencontrées.

En septembre 2019, la PacWIMA a dévoilé la Stratégie régionale en faveur des Océaniennes du secteur maritime pour 2020–2024. L'objectif est de renforcer et de pérenniser la communauté maritime en offrant un environnement de travail sûr, plus inclusif et favorisant l'égalité des chances et en assurant l'égalité de traitement de toutes les Océaniennes du secteur maritime. La Stratégie s'articule autour de trois

pilliers : reconnaissance du rôle moteur et de la contribution des femmes dans le secteur, visibilité, et renforcement des capacités.

Résultats et impact

La PacWIMA a contribué à montrer la place des femmes dans le secteur maritime, en relatant leur parcours pour éveiller des vocations. Ce faisant, elle a aussi fait mieux connaître les débouchés professionnels qui s'offrent aux femmes dans ce secteur.

Au titre de la Stratégie régionale, la PacWIMA se fait le porte-voix des femmes du secteur maritime dans la région.

L'Association a tissé des liens avec des établissements de formation maritime régionaux et mondiaux, tels que l'Université maritime mondiale et l'Institut de droit maritime international, ce qui a ouvert la voie à des aides financières en faveur de la formation des femmes du Pacifique insulaire. Par exemple, cinq femmes ont pris part à une formation destinée aux cadres portuaires en Israël, dont le financement a été entièrement pris en charge par des bourses d'études.

Enseignements tirés

- Il est essentiel que les pouvoirs publics soutiennent les associations nationales dans la mise en œuvre de la Stratégie.
- Une stratégie régionale peut influencer sur les effets escomptés et produire un impact au niveau national.
- Cette stratégie régionale contribue à mettre en lumière certaines questions et à proposer des solutions ciblées pour développer les compétences dont ont besoin les femmes pour prétendre à des postes hautement techniques.
- Les politiques braquant le projecteur sur la sensibilisation sur le lieu de travail contribuent à la diversité et à l'ascension des femmes à des postes à responsabilité.

*Division : Division géosciences, énergie et services maritimes
Bailleur de fonds : Organisation maritime internationale (OMI)*



Participants à la réunion de formation de la PacWIMA.





Approche intégrée de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale



CIBLES 5.1, 17.18

Des résultats durables au profit des femmes et débouchant sur un changement systémique. Pour plus d'informations, voir les zooms sur les réalisations suivants : « Programmation intégrée : l'intégration de la dimension de genre dans le secteur de la pêche »¹⁹ ; « L'intégration transversale du développement social »²⁰.

La CPS promeut et soutient l'égalité de genre et l'inclusion sociale dans toutes ses activités, tant en interne qu'avec ses partenaires externes. Les données disponibles montrent que l'approche intégrée du genre est appliquée avec succès aussi bien à la CPS que dans un large éventail d'organisations partenaires.

Contexte

La CPS et ses partenaires œuvrent à l'appui du développement durable inclusif du Pacifique. Le Département développement social de la CPS aide les divisions techniques de l'Organisation à inscrire l'égalité de genre et l'inclusion sociale de façon transversale dans leurs projets et programmes. L'objectif est de faire en sorte que chercheurs et techniciens prennent eux-mêmes la responsabilité d'intégrer l'égalité de genre et l'inclusion sociale dans leurs activités.

Processus de changement

Le Département développement social accompagne l'Organisation dans la prise en compte de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale depuis plusieurs années. En 2019, il a appuyé l'intégration de la dimension de genre dans la conception et la mise en œuvre des projets de la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins et de la Division ressources terrestres, ainsi que dans leurs plans de suivi, évaluation et amélioration continue (SE-AC). Il a également facilité la conduite d'évaluations participatives de la dimension de genre pour éclairer des projets tels que le programme de partenariat marin Union européenne-Pacifique (PEUMP), en recensant les éléments en lien avec l'égalité de genre et l'inclusion sociale et en trouvant des interventions adaptées. La CPS a reçu à cet égard plusieurs demandes d'assistance des services des pêches du Samoa, des États fédérés de Micronésie, des Îles Cook et des Îles Salomon.

À l'occasion de la Semaine océanienne de l'agriculture en 2019, la CPS et la FAO ont présenté les profils nationaux genre des secteurs de l'agriculture et du développement rural des Fidji, des Îles Salomon, du Samoa, des Tonga et de Vanuatu. Dans ce contexte, l'équipe du Département développement social a mobilisé son expertise technique au profit des évaluations genre des pays et de l'intégration du genre, tandis que la Division ressources terrestres a supervisé le volet agriculture et développement rural. Les évaluations sont participatives par nature et s'accompagnent systématiquement d'une action majeure de renforcement des capacités destinée à tous les professionnels concernés, au sein de la CPS, mais aussi du gouvernement participant, du secteur privé et de la société civile.

Résultats et impact

La prise en compte de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale commence à porter ses fruits dans un large éventail d'organisations partenaires dans les pays océaniques, ainsi qu'au sein des divisions de l'Organisation, ce qui se traduit par des résultats positifs plus ciblés au profit des bénéficiaires des projets et programmes.

L'égalité de genre et l'inclusion sociale sont désormais plus systématiquement inscrites dans les propositions, projets et programmes de la CPS, ainsi que dans les cahiers des charges de l'Organisation. L'égalité de genre est pleinement prise en compte dans les procédures de recrutement des projets et les outils mis au point par le Département sont de plus en plus utilisés pour intégrer la dimension de genre dans la recherche et les travaux de terrain.

Mieux sensibilisées et informées, les divisions de la CPS prennent à présent des initiatives : elles sollicitent directement l'appui du Département ou recrutent elles-mêmes des conseillers externes sur les questions de genre, afin de garantir que le travail scientifique et technique est bien centré sur l'humain. La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins travaille à présent en parfaite collaboration avec le Département développement social pour l'inscription de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale dans son travail. La collaboration avec la Division ressources terrestres est plus récente, mais le Département mobilise petit à petit des appuis.

Il convient aussi de noter qu'au cours des deux dernières années, les représentants des pays se sont montrés plus confiants et davantage disposés à discuter des questions de genre et de l'approche intégrée du genre lors des réunions stratégiques de haut niveau. Par exemple, l'édition 2019 de la Semaine océanienne de l'agriculture a permis de mettre considérablement en lumière l'importance de l'intégration du genre dans l'agriculture, compte tenu de l'immense contribution des femmes.

Enseignements tirés

Les démarches d'intégration du genre ont plus de chances d'aboutir lorsque les équipes des projets ont conscience de l'importance de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale et s'impliquent véritablement pour mieux comprendre le double effet – levier et contrainte – que ces deux dimensions ont sur leurs activités et sur les effets attendus. Lorsque l'égalité de genre et l'inclusion sociale sont perçues comme un impératif dicté par le bailleur et que l'équipe du projet n'adhère pas pleinement à l'argumentation sous-jacente ou ne la maîtrise pas bien, il faut du temps et de l'énergie pour monter un projet véritablement sensible au genre.

Il convient de proposer des dossiers d'information et des outils pratiques et conviviaux pour aider les chercheurs à comprendre ce que sont l'égalité de genre et l'inclusion sociale, de sorte qu'ils aient à cœur de les inscrire dans leurs projets et programmes.

Division : Département développement social
Bailleurs de fonds : Gouvernement de l'Australie, Union européenne, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

19. [Rapport de résultats 2017 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 108–109.

20. [Rapport de résultats 2016 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 79–80.

Diffuser les enseignements tirés des actions relatives à la résilience climatique : le projet RESCCUE



CIBLE 13.1



Des résultats durables au profit des personnes, des institutions publiques, des bailleurs et des organisations de la société civile. Pour plus d'informations, voir les zooms sur les réalisations suivants : « Création du plus grand parc marin des Fidji à l'aide d'une méthode de financement innovante »²¹ ; « Autonomiser les tribus et renforcer la résilience dans la province Nord de la Nouvelle-Calédonie »²².

La CPS a collecté et diffusé un riche éventail d'enseignements sur la gestion intégrée des zones côtières – utilisée comme outil de renforcement de la résilience au changement climatique – au cours des cinq années durant lesquelles des activités ont été menées dans le cadre du projet RESCCUE. Ces nombreux enseignements ont été retranscrits dans des notes d'orientation qui dressent la synthèse de plus d'une centaine de rapports techniques, ainsi que sous forme de vidéos, tous disponibles en ligne.

Contexte



Mis en œuvre entre 2014 et 2019, le projet RESCCUE visait à accroître la résilience des pays océaniques face au changement climatique. Axé sur la gestion intégrée des zones côtières, il se déclinait en sept projets pilotes menés dans quatre États et Territoires insulaires océaniques – Fidji, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Vanuatu. Le projet s'est démarqué par les approches innovantes qu'il a expérimentées et utilisées en synergie, en proposant par exemple des solutions fondées sur la nature combinées à des mécanismes financiers.

Dès le départ, la CPS a mis fortement l'accent sur la collecte et la diffusion périodiques des enseignements tirés dans le réseau des partenaires du projet, afin de bâtir un socle de connaissances, d'en permettre l'appropriation et de promouvoir le réinvestissement futur de ce capital. Ces enseignements ont été recueillis et diffusés tout au long du projet, à l'aide d'un processus ascendant mettant à contribution tous les partenaires et parties prenantes. Au cours de la dernière année, un exercice de capitalisation a été entrepris afin de rassembler toutes les leçons apprises dans le cadre de RESCCUE à des fins de large diffusion et de sensibilisation.

21. [Rapport de résultats 2018 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 54–56.

22. [Rapport de résultats 2016 de la Communauté du Pacifique](#), pp. 45–46.

Processus de changement

En 2019, au cours de la dernière année du projet, tous les partenaires ont été contactés dans le cadre d'une enquête en ligne destinée à compiler des informations détaillées sur les expériences et enseignements tirés par chacun. La CPS a ensuite rassemblé et largement diffusé les données à l'occasion de plus d'une vingtaine de réunions tenues dans la région et au-delà. Elle a notamment organisé :

- des conférences techniques,
- des réunions bilatérales avec les principaux partenaires au sein des gouvernements,
- des ateliers de capitalisation dans chaque pays océanien participant, où les représentants locaux, les partenaires techniques et publics et les bailleurs ont été invités,
- des réunions informelles où de petits groupes ciblés ont pu partager leur expérience, et
- un atelier régional tenu à la CPS pour partager et croiser les leçons apprises des projets pilotes et dégager des enseignements plus globaux.

Ces nombreux enseignements sont retranscrits dans 12 notes d'orientation qui dressent la synthèse de plus d'une centaine de rapports techniques, ainsi que sous forme de vidéos, tous disponibles sur le site Web du projet RESCCUE²³.

Résultats et impact

Ce processus de capitalisation s'est révélé très efficace pour dégager les principales leçons qui ressortent des cinq années de mise en œuvre. De nombreux enseignements contextualisés et techniques ont pu être tirés des différents projets pilotes.

L'un des principaux enseignements du projet RESCCUE concerne l'opposition entre « solutions fondées sur la nature » et « solutions dures » face au changement climatique. Ces deux approches mettent en jeu des processus sociaux extrêmement différents. Les solutions dures relèvent essentiellement d'une approche d'ingénieur, qui se traduit généralement par la contractualisation de prestataires extérieurs. Les solutions fondées sur la nature sont en revanche largement mises en œuvre par les populations concernées, dans une logique où la dimension technique compte moins que le processus de mobilisation sociale, ce qui favorise inévitablement une appropriation locale plus forte du projet. Dans le contexte insulaire océanien, marqué par le poids de l'économie de subsistance, l'isolement géographique, l'importance de la tradition et des liens coutumiers et communautaires, les solutions fondées sur la nature sont souvent plus adaptées. Le projet a aussi permis de dégager des enseignements sur les instruments financiers les plus efficaces utilisés pour la mobilisation de financements supplémentaires et durables au profit de la gestion des zones côtières ou pour l'obtention d'effets positifs sur l'environnement par le biais de transferts monétaires incitatifs entre les parties prenantes. Des efforts ont été déployés pour partager les leçons apprises avec les groupes de parties prenantes concernés susceptibles de les assimiler et de les mettre en pratique.

Des enseignements plus globaux ont aussi été recueillis et diffusés à des groupes élargis, dans l'espoir d'éclairer les projets à venir, par exemple sur les stratégies permettant de promouvoir l'appropriation nationale et locale ou de pérenniser l'impact des initiatives.



Participants à l'atelier régional de capitalisation du projet RESCCUE organisé à Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

23. <https://resccue.spc.int/fr>

L'approche de diffusion présentait un bon rapport coût-efficacité. Ce sont plusieurs centaines d'acteurs qui ont été touchés directement par les restitutions des leçons apprises, tandis que de nombreuses autres parties prenantes en ont bénéficié (et en bénéficient encore) de manière indirecte grâce aux outils de connaissance générés, tels que les publications scientifiques, les notes d'orientation, les vidéos et le contenu publié sur les réseaux sociaux. Parmi ces acteurs, citons les agences de développement, les gouvernements nationaux et locaux, les ONG locales et internationales, ainsi que les organisations scientifiques et les instituts de recherche.

Enseignements tirés

Les nombreuses réunions informelles en petit comité et réunions bilatérales tenues au cours de la dernière année du projet se sont révélées extrêmement efficaces pour assurer le transfert direct de connaissances à destination de certaines parties prenantes clés, dont des décideurs, et promouvoir le recours aux données factuelles recueillies. Quoique chronophages, ces réunions ont été très utiles pour diffuser des messages ciblés.

*Division : Programme durabilité environnementale et changement climatique
Bailleurs de fonds : Gouvernement de la France et Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)*

Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique – la gestion adaptative dans la pratique



CIBLES 14.2, 14.4, 14.7



Des résultats nouveaux au profit des services des pêches nationaux.

La CPS a plaidé pour l'adoption d'une approche de gestion adaptative dans le cadre du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique, de sorte que ce dernier puisse être adapté à la situation et aux besoins des participants et, en conséquence, qu'il produise des effets accrus.

Contexte

Les pêcheries du Pacifique, qui sont parmi les plus vastes au monde, revêtent une importance capitale pour les Océaniens, ainsi que pour les économies, la sécurité alimentaire et l'environnement de la région. Seules quelques centaines de personnes sont chargées de gérer activement la filière halieutique et, si la quasi-totalité d'entre elles possède des qualifications techniques et scientifiques, elles sont peu nombreuses à avoir été formées à l'encadrement ou à bénéficier d'un accompagnement pour améliorer leurs pratiques de gestion et d'encadrement.

Financé sur cinq ans par le MFAT, le Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique s'adresse à 125 dirigeants actuels et en devenir du secteur des pêches dans la région. Il est géré par un consortium placé sous la houlette de la CPS, comprenant la FFA, l'Université du Queensland et le Centre du leadership adaptatif (CLA). Les participants peuvent faire valider leur formation par l'Université du Queensland.

Ce programme étalé sur 18 mois (temps moyen nécessaire à l'achèvement de tous les modules) se fonde sur des cas réels et des expériences concrètes, et il s'adapte à la situation et aux besoins des participants. Ces derniers sont libres de choisir les modules qu'ils souhaitent suivre parmi les trois proposés : Leadership au service de l'efficacité, Expérience du leadership (module sur mesure) et Leadership au service du changement. Ils bénéficient également de séances d'accompagnement personnalisées.

Il s'agit du premier programme de haut niveau pour la formation des cadres réservé exclusivement au secteur des pêches dans le Pacifique. Avec cet investissement, la Nouvelle-Zélande reconnaît la valeur que revêt cette filière pour le développement de la région. Sécurité économique, santé, développement social, échanges commerciaux, science, coopération régionale : voici quelques-uns des enjeux clés susceptibles de bénéficier de la performance du secteur halieutique.



Quelques leaders en devenir assistant à l'atelier du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique tenu à Nadi (Fidji).

Processus de changement

Dès le lancement de l'initiative, les partenaires sont convenus d'appliquer une approche de gestion adaptative. Dans la pratique, cela signifie qu'au lieu de dispenser la formation selon un plan prédéfini, l'équipe du Programme se réunit régulièrement pour l'évaluer, à l'aide d'un cadre SE-AC, et pour l'ajuster à la marge au besoin. Le comité de pilotage du Programme, qui se compose de hauts responsables des services des pêches du Pacifique et du MFAT, est consulté pour tout changement majeur. Le MFAT propose également des ajustements au cours des réunions mensuelles avec l'équipe du Programme.

Tous les membres du consortium se sont réunis deux jours à la mi-2019 pour engager une réflexion et prendre des décisions sur les adaptations qui pouvaient être introduites dès le

démarrage du Programme et sur les expériences à réaliser à petite échelle pour tester différentes approches. Les discussions ont porté sur les aspects techniques de ce programme de formation des cadres, tels que le choix des matières et des méthodes d'accompagnement, ainsi que sur des questions plus pointues, comme les mesures à prendre pour assurer une meilleure communication de groupe.

L'approche adaptative se distingue aussi par le fait que le MFAT, en sa qualité de partenaire, joue un rôle de premier plan au sein du Programme, s'écartant ainsi du positionnement habituel du bailleur qui observe à distance. Les membres de l'équipe du MFAT ont consacré du temps à toutes les parties prenantes et s'entretiennent régulièrement avec le coordonnateur du Programme et d'autres membres du consortium. Ils ont assisté à l'atelier sur le leadership au service du changement tenu à Nadi (Fidji) en août 2019 et ont participé à toutes les réunions de l'équipe du consortium. Ils ont en outre été pleinement associés à toutes les discussions importantes du consortium, y compris aux débats plus délicats qui se tiennent habituellement en l'absence des bailleurs.

Résultats et impact

L'approche de gestion adaptative a permis d'apporter des changements spécifiques au format et aux modalités d'exécution du Programme pour en améliorer les effets. Certains ajustements étaient mineurs, avec par exemple la légère modification du format et du contenu des enseignements, en réponse aux évaluations réalisées auprès des étudiants à l'issue du module « Leadership au service de l'efficacité ». D'autres adaptations sont plus importantes. Par exemple, à la suite d'une enquête auprès de hauts responsables du secteur, il a été décidé d'organiser des ateliers « découverte » et un atelier spécial à destination des cadres supérieurs, largement absents du Programme.

Grâce à l'approche de gestion adaptative, l'équipe estime que les effets du Programme seront renforcés.

« J'ai pu organiser des mini-ateliers au sein de mon unité (ce que je ne fais pas habituellement) et j'ai reçu beaucoup de retours positifs de mes collègues et supérieurs. Le Programme revêt une dimension transformative, parce qu'il permet aux participants de gagner en confiance, de se montrer plus à l'écoute et de comprendre les nombreuses qualités essentielles d'un bon chef. » – Angela Kwapena, Responsable des pêches côtières, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Enseignements tirés

Instaurer un dialogue et un partenariat plus ouverts avec le bailleur peut sembler risqué à première vue, certaines insuffisances pouvant en effet être mises en évidence. Toutefois, cela permet de développer une connaissance collective et un climat de confiance, propices au partage des risques.



Si l'on adopte le bon état d'esprit, les revers ne sont jamais que l'occasion d'engager la réflexion et d'apporter des améliorations. Lorsqu'un consultant a quitté l'équipe, les autres membres du consortium ont dans un premier temps adopté une attitude défensive. Avec une aide extérieure, l'équipe a pu se recentrer sur son objectif, porter un regard critique plus constructif sur ses propres comportements et apporter des améliorations au Programme qui n'auraient sans doute pas vu le jour sans ce contretemps.


Faire appel à un intervenant externe est certes utile, mais les enseignements doivent être tirés en interne. Le processus de réflexion SE-AC, animé par un intervenant externe, a permis à tous les membres du consortium de participer pleinement aux activités. Dans le même temps, en s'assurant que l'intervention restait pratique et limitée au strict minimum, l'équipe a pu se concentrer sur son propre parcours d'apprentissage et sur les mesures à prendre pour améliorer le Programme.

Il serait possible d'appliquer les enseignements tirés à d'autres concertations MFAT/CPS sur la programmation adaptative et de mettre à profit le maillage de relations et le climat de confiance ainsi créés pour travailler main dans la main.

*Division : Équipe Stratégie, performance et amélioration continue
Bailleur de fonds : Gouvernement de la Nouvelle-Zélande*

Synthèse de résultats 2019 à l'échelon régional

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
 <p>1 Pas de pauvreté</p>	<p>Objectif de développement 2 : Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers</p> <p>Renforcement des certifications et normes volontaires (sanitaires et phytosanitaires, sécurité sanitaire des aliments et protection de l'environnement).</p>	<p>ODD 1 : Pas de pauvreté</p> <p>Renforcement de la sécurité sanitaire des aliments et de la protection de l'environnement, ainsi que de la sensibilisation aux mesures sanitaires et phytosanitaires grâce à :</p> <ul style="list-style-type: none"> une formation de 5 semaines organisée au PROE sur la biosécurité nationale, régionale et internationale (suivie par 10 agents de biosécurité et 12 agents de la protection de l'environnement) ; une formation à un système de commentaire en ligne pour les membres de l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP) ; la contribution au projet d'élaboration de normes internationales pour les mesures phytosanitaires ; et la collaboration avec le ministère néo-zélandais des Industries primaires et l'OPVP dans le cadre du lancement du plan d'exportation aux Fidji et au Samoa de ce même ministère. 	<p>Formation PRISMSS de 5 semaines au PROE et au Samoa ; conférence régionale de l'OPVP et de la CIPV.</p>
 <p>2 Faim « zéro »</p>	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Disponibilité et utilisation accrues de variétés culturales et arboricoles au CePaCT et dans les centres locaux.</p> <p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Disponibilité et utilisation accrues de variétés culturales et arboricoles au CePaCT et dans les centres locaux.</p> <p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Adoption de technologies améliorant la production agricole, la santé des sols, la gestion de l'eau, la lutte contre les ravageurs et les maladies, ainsi que l'élevage.</p>	<p>ODD 2 : Faim « zéro »</p> <p>Formation de 5 jeunes (dont 2 femmes) aux techniques de caractérisation des végétaux et de culture tissulaire végétale.</p> <p>Élaboration d'un projet de procédures opératoires normalisées pour 4 grandes activités de banque de gènes, dans le cadre des efforts déployés par le CePaCT pour se mettre en conformité avec les normes internationales applicables aux banques de gènes.</p> <p>Définition des besoins initiaux en matière de compétences et hiérarchisation des 12 besoins de renforcement des capacités pour les services de vulgarisation agricole de l'ensemble des pays océaniques.</p>	<p>Formation assurée par les agents du CePaCT sur les domaines techniques de la caractérisation des végétaux et les techniques de culture tissulaire végétale.</p> <p>Aide financière, aide à la coordination et appui aux programmes dans l'élaboration des différentes procédures opératoires normalisées.</p> <p>La CPS a fourni les financements, a organisé une consultation régionale et a apporté une assistance technique pour l'évaluation des besoins en matière de capacités.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Ressources terrestres	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Adoption de technologies améliorant la production agricole, la santé des sols, la gestion de l'eau, la lutte contre les ravageurs et les maladies, ainsi que l'élevage.</p>	<p>Lancement de la version 7 de l'application Pacific Pests and Pathogens par PestNet, avec le soutien du projet ICM2 de l'ACIAR. Ajout de 57 fiches sur de nouveaux organismes nuisibles ou maladies à l'application.</p>	<p>La CPS a joué un rôle déterminant dans la mise au point de la dernière version de l'application Pacific Pests and Pathogens, en fournissant un grand nombre de sujets et de photographies pour les fiches, ainsi qu'en procédant à d'autres modifications mineures.</p>
Ressources terrestres	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Bénéfices découlant de l'agriculture et de la foresterie équitablement distribués pour les femmes et les jeunes dans toute leur diversité, et pour les groupes marginalisés des populations océaniques.</p>	<p>Analyse des besoins en capacités des systèmes semenciers, et définition des lacunes et des priorités. Les conclusions ont permis d'orienter la mise au point du projet de Cadre océanien pour les systèmes semenciers.</p>	<p>La CPS a fourni les financements et a apporté une assistance technique pour l'évaluation des besoins en matière de capacités.</p>
Ressources terrestres	<p>Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire</p> <p>Utilisation accrue de variétés culturales climato-résilientes par les États et Territoires insulaires océaniques.</p>	<p>Conception de la Feuille de route océanienne pour les systèmes semenciers et préparation d'une charte pour le Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles afin de renforcer son mandat.</p>	<p>Élaboration du projet de charte pour le Réseau océanien d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles et de Feuille de route océanienne pour les systèmes semenciers, ainsi que de la version finale du plan d'activité du CePaCT et du projet de plan d'investissement du CePaCT.</p>
 <p>3 Bonne santé et bien-être</p>		<p>ODD 3 : Bonne santé et bien-être</p>	
Division statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Renforcement de la diffusion de données sur le Pacifique en interne et en externe.</p>	<p>Organisation d'un atelier régional sur l'informatique et les identifiants pour les systèmes d'enregistrement de l'état civil.</p>	<p>Organisation de l'atelier et préparation des documents d'information.</p>
Division santé publique	<p>Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire</p> <p>Les participants aux formations déclarent ou montrent que les formations aux MNT leur ont permis d'améliorer leurs connaissances et leurs compétences.</p>	<p>Renforcement des connaissances et des compétences en matière d'action contre les facteurs de risque de MNT et de gestion des données constaté par plus de 90 % des participants à la Conférence mondiale de l'Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé (UIPES 2019).</p>	<p>La Division a aidé des professionnels de santé de neuf pays océaniques à participer à la Conférence mondiale de l'Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé.</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire</p> <p>Volonté politique renforcée et meilleure prise en main des interventions aux échelons national et régional.</p>	<p>Présentation d'articles et d'exposés sur les MNT, et débats autour de ces derniers, lors de 4 réunions régionales de haut niveau afin de renforcer la volonté politique et l'appropriation des enjeux relatifs aux MNT.</p>	<p>La Division a préparé et présenté des documents sur les avancées de la feuille de route sur les MNT et l'Alliance MANA, ainsi que sur l'obésité infantile et le Cadre législatif océanien lors de la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum, de la réunion des directeurs de la santé, de la réunion des ministres océaniques de la Santé, de la réunion de haut niveau sur le développement de la petite enfance, de la réunion du Secrétaire général du Forum et de la réunion du réseau océanien de recherche.</p>


Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Santé publique	Objectif de développement 7 : Améliorer les interventions plurisectorielles dans la lutte contre les maladies non transmissibles et l'insécurité alimentaire	Achèvement de la base de travail relative au cadre législatif des MNT en Océanie. Après consultations (en cours), le cadre sera à nouveau examiné, notamment lors des réunions des directeurs de la santé et des ministres de la Santé des pays océaniques.	La Division a dirigé l'élaboration du Cadre législatif océanique sur les MNT et a financé des ateliers de consultation réunissant les pays océaniques et d'autres parties prenantes.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Renforcement des capacités de surveillance au niveau national.	Achèvement du manuel de formation sur les données pour la prise de décision (DDM), à la suite d'une concertation avec des experts techniques, afin de favoriser le renforcement des capacités de surveillance en santé publique au niveau national.	La CPS a fait appel à un consultant pour diriger la rédaction et la mise au point du manuel de formation. Outre les consultations en ligne des spécialistes techniques participant à la mise en œuvre du programme SHIP, la Division a organisé une réunion de consultation et un atelier d'écriture en présentiel. Le manuel DDM a été achevé.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Renforcement des capacités de surveillance au niveau national.	Achèvement du manuel de formation DDM.	Le Programme surveillance, préparation et réponse a fait appel à un consultant pour rédiger le manuel SHIP et a organisé l'atelier de consultation sur la première version de ce manuel.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Renforcement des capacités de surveillance au niveau national.	Actualisation des supports de formation dans le sillage des révisions apportées au programme d'études en épidémiologie de terrain après son approbation par le conseil d'administration de l'Université nationale des Fidji (FNU) ; conception et lancement, par le biais de la plateforme d'apprentissage numérique Moodle, d'activités et d'exercices supplémentaires, notamment des études de cas.	En collaboration avec la PIHOA, le CDC et la FNU, le Programme surveillance, préparation et réponse a mis à jour le programme de formation EPI 826-01 et EPI 826-02 ; révision des présentations PowerPoint et des études de cas, puis chargement sur Moodle.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Qualité améliorée de la surveillance en laboratoire.	Obtention d'un certificat par 94 % des personnes (29 sur 31) ayant suivi la formation de l'Association du transport aérien international (IATA) au niveau national (9 personnes à Kiribati, 8 aux Îles Salomon, 6 à Tuvalu et 6 au Samoa) ; obtention de la certification par 100 % des participants à la formation des formateurs (18 personnes).	Le Programme surveillance, préparation et réponse a réalisé la formation de l'IATA, réalisé l'évaluation et délivré la certification IATA à ceux qui respectaient les critères standard.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Qualité améliorée de la surveillance en laboratoire.	Réalisation de 6 ateliers nationaux de formation et de 2 ateliers régionaux consacrés à l'expédition de matières infectieuses.	Réalisation de la formation à la certification et à la recertification IATA à Kiribati (9 personnes certifiées), à Tuvalu (6 personnes certifiées), aux Îles Salomon (8 personnes certifiées) et au Samoa (7 personnes certifiées).
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Fort engagement et collaboration avec les pays océaniques et les partenaires dans le cadre des activités de surveillance et de réponse menées dans la région.	Connaissance, par tous les points de contact océaniques, de l'existence d'une liste actualisée des contacts de LabNet, des formations proposées par la CPS et de l'existence d'une liste des membres des équipes EpiNet par pays et par zone de compétence grâce à une amélioration de la communication et de la diffusion des informations.	Envoi du statut des profils de pays à tous les points de contact océaniques par courriel ; demande de mise à jour du profil si nécessaire ; présentation de l'état par le Programme surveillance, préparation et réponse aux réunions du GC-ROSSP et des directeurs de la santé et fourniture d'un modèle à compléter avec les informations relatives au profil des membres.

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Capacités renforcées des pays océaniques à suivre les événements et les menaces de santé publique de portée régionale.	Conception de modèles d'affiches pour les personnes assistant à la réunion 2019 du ROSSP. Ces modèles ont été utilisés par 8 pays océaniques pour présenter des informations sur les activités nationales de surveillance, notamment sur l'utilisation des cartes des alertes relatives aux maladies émergentes.	Conception par le Programme surveillance, préparation et réponse de modèles d'affiches pour les personnes assistant à la réunion 2019 du ROSSP. Les affiches de 8 pays océaniques ainsi que les informations incluses et présentées dans les rapports nationaux montrent l'utilisation de la carte des alertes et des renseignements qu'elle contient.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Capacités renforcées des pays océaniques à suivre les événements et les menaces de santé publique de portée régionale.	Diffusion de rapports sur PacNet par 81 % des pays ayant enregistré des alertes ou des flambées épidémiques, ce qui correspond à une augmentation de 50 % du partage d'informations en santé publique depuis 2017.	Certains pays ont publié des rapports épidémiologiques (rapports de situation) sur PacNet, tandis que le Programme surveillance, préparation et réponse a indiqué à d'autres de le faire ou les a aidés à le faire.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Capacités renforcées des pays océaniques à suivre les événements et les menaces de santé publique de portée régionale.	Réalisation d'une enquête sur l'accès aux cartes hebdomadaires de surveillance et aux conseils relatifs aux épidémies publiés sur PacNet.	Des messages sont renvoyés à tous les points de contact s'ils ne sont pas reçus quotidiennement par l'intermédiaire de PacNet.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Capacités renforcées des pays océaniques à suivre les événements et les menaces de santé publique de portée régionale.	Abonnement à PacNet de tous les agents nationaux clés désignés comme points de contact EpiNet.	Le Programme surveillance, préparation et réponse abonne automatiquement (et régulièrement) les nouveaux points de contact EpiNet à PacNet, et facilite l'abonnement des acteurs de la santé qui demandent l'accès.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Capacités renforcées des pays océaniques à suivre les événements et les menaces de santé publique de portée régionale.	Réalisation et diffusion de 47 cartes d'alerte en santé publique.	Le Programme surveillance, préparation et réponse a assuré le suivi des rapports de surveillance issus des sites de surveillance, des laboratoires, et des actualités des médias, et a communiqué directement avec les points de contact nationaux ; les données et informations ont été analysées et interprétées, et la carte des alertes a été mise à jour et diffusée auprès des parties prenantes.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Capacités renforcées des pays océaniques à suivre les événements et les menaces de santé publique de portée régionale.	Production de conseils santé pour toutes les menaces sanitaires en cours en Océanie.	Le Programme surveillance, préparation et réponse a élaboré et diffusé des conseils à l'intention des pays océaniques sur les menaces pour la sécurité sanitaire (dengue, rougeole, etc.) ; les conseils sanitaires ont été publiés sur PacNet et ajoutés à la carte des alertes.
Santé publique	Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale Fort engagement et collaboration avec les pays océaniques et les partenaires dans le cadre des activités de surveillance et de réponse menées dans la région.	Obtention d'une décision clé par point de l'ordre du jour lors des réunions du ROSSP et de son Groupe de coordination.	Le Programme surveillance, préparation et réponse a organisé et animé la réunion du GC-ROSSP et la réunion régionale du ROSSP.


Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Préparation renforcée concernant la réponse aux événements de santé publique et à d'autres événements de santé causés par le changement climatique.</p>	<p>Rédaction d'un projet de lignes directrices actualisées de lutte contre les infections.</p>	<p>La CPS a dirigé la mise à jour des directives régionales pour la prévention et la lutte anti-infectieuse en vue de leur finalisation.</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Préparation renforcée concernant la réponse aux événements de santé publique et à d'autres événements de santé causés par le changement climatique.</p>	<p>Achèvement du manuel de lutte antivectorielle contre le moustique <i>Aedes</i> ; il sera transmis aux États et Territoires insulaires océaniques en 2020.</p>	<p>La CPS dirige le travail d'élaboration et de rédaction d'un manuel de lutte antivectorielle contre le moustique <i>Aedes</i> en Océanie.</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Préparation renforcée concernant la réponse aux événements de santé publique et à d'autres événements de santé causés par le changement climatique.</p>	<p>Participation, par les agents ayant suivi une formation aux procédures et à la surveillance de laboratoire, à la surveillance renforcée pendant les Jeux du Pacifique.</p>	<p>Appui technique au travail en laboratoire et à la communication sur les risques. La CPS a aidé le personnel national de laboratoire à mettre au point et à finaliser les algorithmes d'analyse pour la surveillance des grands rassemblements de population.</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Fort engagement et collaboration avec les pays océaniques et les partenaires dans le cadre des activités de surveillance et de réponse menées dans la région.</p>	<p>Formulation d'au moins 3 recommandations par point de l'ordre du jour lors de l'atelier de formation « One Health ». L'objectif était de sensibiliser les parties prenantes à la démarche et à l'approche systémique « One Health ».</p>	<p>Organisation et animation, par le Programme surveillance, préparation et réponse, de l'atelier de formation, et recrutement d'un consultant pour réaliser la formation élémentaire sur « One Health » et l'approche systémique.</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Préparation renforcée concernant la réponse aux événements de santé publique et à d'autres événements de santé causés par le changement climatique.</p>	<p>Actualisation des procédures opératoires normalisées pour les laboratoires et des algorithmes d'analyse avant les Jeux du Pacifique.</p>	<p>Mise à jour des procédures opératoires normalisées pour les laboratoires et des algorithmes, avec les conseils du Programme surveillance, préparation et réponse.</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Préparation renforcée concernant la réponse aux événements de santé publique et à d'autres événements de santé causés par le changement climatique.</p>	<p>Rédaction et diffusion de supports de communication sur les risques (sanitaires), en anglais et en français, lors des Jeux du Pacifique.</p>	<p>Adaptation d'une brochure présentant des messages essentiels de prévention en anglais et en français pour les Jeux au Samoa en 2019 (et impression à 5 000 exemplaires) ainsi que de trois affiches.</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Préparation renforcée concernant la réponse aux événements de santé publique et à d'autres événements de santé causés par le changement climatique.</p>	<p>Préparation de lignes directrices relatives à la prévention et à la lutte anti-infectieuse pour examen et achèvement.</p>	<p>Le Programme surveillance, préparation et réponse a facilité la première mise à jour des lignes directrices. Un mandat a été mis au point pour les services de conseil, dont la procédure d'achat est en cours.</p>




Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Fort engagement et collaboration avec les pays océaniques et les partenaires dans le cadre des activités de surveillance et de réponse menées dans la région.</p>	<p>Réalisation de formations à la surveillance et la réponse en santé publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> 75 personnes issues de 6 pays océaniques sont inscrites à la formation « Données pour la prise de décision »/certificat d'études supérieures en épidémiologie de terrain (DDM-PGCFE). A l'heure actuelle, 27 % d'entre elles ont suivi les 5 modules et mettent en place des projets d'amélioration des systèmes ; 88 personnes issues de 10 pays océaniques ont suivi 5 ateliers de formation nationaux et 2 ateliers régionaux consacrés à l'expédition de matières infectieuses ; 49 personnes issues de 5 pays océaniques ont participé à une formation en microbiologie. 	<p>Le Programme surveillance, préparation et réponse a recueilli des informations pertinentes auprès des fonctionnaires des services de santé participant aux activités de formations qu'il avait organisées, et a ajouté ces données à une base Excel ; il entretient cette base de données et a réalisé une analyse des informations qu'elle contient, puis a converti cette analyse en infographie prête à être imprimée.</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Fort engagement et collaboration avec les pays océaniques et les partenaires dans le cadre des activités de surveillance et de réponse menées dans la région.</p>	<p>Existence, dans 81 % des pays océaniques, d'une liste actualisée des membres des équipes EpiNet.</p>	<p>Le Programme surveillance, préparation et réponse s'est mis en rapport avec les points de contact nationaux pour recueillir des informations pertinentes et à jour sur les services jugés essentiels à la surveillance et à la réponse. Il a distribué des formulaires et a demandé aux délégués et représentants participant à la Réunion des directeurs de la santé en 2019 de remplir un modèle sur les informations essentielles nécessaires pour mettre à jour la liste des équipes EpiNet.</p>
Santé publique	<p>Objectif de développement 8 : Renforcer la surveillance et la réponse en santé publique à l'échelle régionale</p> <p>Fort engagement et collaboration avec les pays océaniques et les partenaires dans le cadre des activités de surveillance et de réponse menées dans la région.</p>	<p>Existence, dans 22 des 24 États et Territoires insulaires océaniques, d'informations actualisées sur la liste des contacts de LabNet.</p>	<p>Le Programme surveillance, préparation et réponse s'est mis en rapport avec les points de contact des laboratoires pour obtenir les informations les plus récentes et a mis à jour le catalogue de contacts et de services LabNet.</p>
Santé publique	<p>Améliorer les services cliniques</p> <p>Les pays océaniques s'investissent davantage dans les programmes d'amélioration des services cliniques, qu'ils s'approprient mieux.</p>	<p>Mise en oeuvre de 5 recommandations issues de la réunion des directeurs des services cliniques, soutien continu aux éléments suivants et perfectionnement de ces éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> pathologie, par le biais de la Société océanique de pathologie (PISP) – 14 pays océaniques soins d'urgence, grâce à la Société océanique des soins d'urgence (PISEC) – 14 pays océaniques soins infirmiers spécialisés (soins périopératoires, otorhinolaryngologie [ORL] et audiologie) — 14 pays océaniques ORL et audiologie — Fidji, Kiribati, Tonga, Îles Salomon, Samoa, Vanuatu applications pour les lignes directrices cliniques nationales — Kiribati, Samoa et Tonga 	<p>Assistance technique et/ou financière en fonction des recommandations.</p>




Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Santé publique	Améliorer les services cliniques Les plans et les décisions des directeurs des services cliniques et de la santé reposent sur des travaux de recherche et des éléments factuels.	Cartographie, par la Division santé publique de la CPS et l'OMS, du personnel soignant de la région, en réaction à une recommandation issue de la réunion des ministres de la Santé des pays océaniques. Des plans ont été mis en place pour concrétiser les recommandations découlant de l'enquête sur la médecine d'urgence, adoptées par les directeurs de la santé.	Collecte, analyse et présentation des résultats. 79 % des participants à la Réunion des directeurs de la santé (11 personnes sur 14) ont classé la présentation RH (point 7 de l'ordre du jour) parmi les sujets importants ou pertinents.
Santé publique	Améliorer les services cliniques Les pays océaniques élaborent ensemble des activités régionales ou infrarégionales d'un bon rapport coût-efficacité.	Présentation des données relatives au personnel médical lors des réunions des directeurs des services cliniques, des directeurs de la santé et des ministres de la Santé qui se sont tenues en 2019.	Collaboration avec le groupe des soins d'urgence dans le Pacifique, pour la réalisation de l'analyse : soutien aux réunions et financement de l'enquête.
Santé publique	Améliorer les services cliniques Les plans et les décisions des directeurs des services cliniques et de la santé reposent sur des recherches et des éléments factuels.	Réalisation d'une analyse régionale, intitulée « Soins d'urgence dans le Pacifique : priorités et normes à fixer », en collaboration avec des partenaires.	Collaboration avec l'OMS et le Nossal Institute pour l'élaboration du questionnaire ainsi que la réalisation et l'analyse de l'enquête.
Santé publique	Améliorer les services cliniques Les plans et les décisions des directeurs des services cliniques et de la santé se fondent sur des travaux de recherche et des éléments factuels.	Cartographie des services cliniques spécialisés en Océanie : une passerelle vers la coopération régionale et l'accès universel aux soins de santé.	La Division a aidé des cliniciens de plusieurs pays océaniques à participer aux réunions de leur discipline.
Santé publique	Améliorer les services cliniques Traitement, par les réseaux de cliniciens dans le Pacifique, des enjeux régionaux et infrarégionaux propres à chaque discipline.	Adoption pour mise en œuvre régionale, par les directeurs des services cliniques, des rapports et recommandations issus de 3 réseaux cliniques océaniques (normes de soins d'urgence dans le Pacifique, recommandations en matière d'ORL et d'audiologie, recommandations relatives à la pathologie).	Participation de 49 cliniciens à des réunions ou des formations propres à leur discipline.
Santé publique	Améliorer les services cliniques Traitement, par les réseaux de cliniciens dans le Pacifique, des enjeux régionaux et infrarégionaux propres à chaque discipline.	Acquisition de nouvelles connaissances et compétences signalée par 5 des 49 cliniciens ayant reçu un soutien pour leur formation professionnelle (seuls 5 cliniciens ont donné leur avis).	La Division a apporté une aide technique et administrative, financé la participation des pays et invité les intervenants.
Santé publique	Améliorer les services cliniques Les pays océaniques s'investissent davantage dans les programmes d'amélioration des services cliniques, qu'ils s'approprient mieux.	Représentation de 78,5 % des pays océaniques (11 sur 14) à la réunion des directeurs des services cliniques.	Participation de 49 cliniciens à des réunions ou des formations propres à leur discipline.
Santé publique	Améliorer les services cliniques Traitement, par les réseaux de cliniciens dans le Pacifique, des enjeux régionaux et infrarégionaux propres à chaque discipline.	Soutien à 3 réseaux cliniques en 2019, 49 cliniciens océaniques ayant bénéficié d'une aide pour qu'ils puissent participer à des réunions/formations propres à leur discipline (réunions des groupes ORL et audiologie, réunion biennale de la Société océanique pour la santé génésique [PSRH], réunion de radiologie).	Participation de 49 cliniciens à des réunions ou des formations propres à leur discipline.

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS				
Santé publique	Améliorer les services cliniques Traitement, par les réseaux de cliniciens dans le Pacifique, des enjeux régionaux et infrarégionaux propres à chaque discipline.	Aide à 4 directeurs d'établissements cliniques pour qu'ils puissent participer à des consultations spécialisées de haut niveau (1 clinicien ORL, 2 membres de l'Association océanienne du personnel infirmier de bloc opératoire, 1 directeur de services cliniques).	Financement, total ou partiel, de la participation à la réunion annuelle ou au groupe de travail technique.				
Santé publique	Améliorer les services cliniques Les pays océaniques forment de nouveaux réseaux ou partenariats afin de renforcer leur capacité à mobiliser les ressources dont ils ont besoin.	Réponse sous 3 jours à 90,4 % des demandes (66 sur 73) adressées au service d'assistance pour les questions de services cliniques. Lorsque les demandes sont reçues, la Division santé publique de la CPS met parfois les pays en rapport avec d'autres parties prenantes mieux à même de répondre à leurs besoins particuliers.	La Division gère le seul service d'assistance de la région pour les services cliniques des pays membres. Lorsque les demandes des pays sont reçues, elle met les pays en rapport avec d'autres parties prenantes mieux à même de répondre à leurs besoins particuliers.				
 Division géosciences, énergie et services maritimes	ODD 4 : Éducation de qualité	ODD 4 : Éducation de qualité					
				Division géosciences, énergie et services maritimes	Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique Renforcement des connaissances, des compétences et des capacités dans les domaines suivants : changement climatique, gestion des risques de catastrophe, sécurité de l'eau et de l'assainissement et gestion intégrée des zones côtières.	Accréditation régionale de formations au travail dans un centre d'opérations d'urgence et à l'analyse et à la réduction des risques de catastrophe par le Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement de la CPS.	Élaboration du contenu et préparation et présentation des deux formations en vue de l'accréditation régionale.
				Géosciences, énergie et services maritimes	Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique Renforcement des compétences, des connaissances et des savoir-faire dans les secteurs liés à la mer et à l'océan.	Formation de 84 marins (dont 7 femmes) et agents non navigants (dont 54 femmes) à la gestion et aux inspections de sécurité, à la sûreté et à la gestion de l'énergie.	La CPS a élaboré des manuels de formation et organisé des formations.
				Géosciences, énergie et services maritimes	Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes Renforcement des connaissances, des compétences et des capacités dans les domaines suivants : changement climatique, gestion des risques de catastrophe, sécurité de l'eau et de l'assainissement et gestion intégrée des zones côtières.	Formation de 245 personnes (dont 65 femmes) au travail dans un centre d'opérations d'urgence et à l'analyse et à la réduction des risques de catastrophe.	La CPS a organisé la formation dans les trois sous-régions d'Océanie. Elle a également formé des formateurs.
Géosciences, énergie et services maritimes	Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes Renforcement des connaissances, des compétences et des capacités dans les domaines suivants : changement climatique, gestion des risques de catastrophe, sécurité de l'eau et de l'assainissement et gestion intégrée des zones côtières.	Remise à 31 personnes (dont 20 femmes) de certificats de participation à un programme de cycle supérieur sur le développement durable de la montagne au récif, organisé avec l'Université James Cook.	La CPS a conclu un partenariat avec l'Université James Cook pour organiser ce programme.				


Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	<p>Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation</p> <p>Davantage de ministères de l'Éducation mettent en œuvre et administrent des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation.</p>	<p>Participation de 15 pays océaniques à des ateliers régionaux consacrés au renseignement des indicateurs et à la normalisation des microdonnées afin de renforcer les capacités nationales d'analyse des données relatives à l'éducation et d'aider les ministères de l'Éducation à prendre des décisions éclairées. Ces ateliers ont également permis de fournir les informations demandées dans le cadre du système d'information mondial de l'UNESCO.</p>	<p>La CPS anime un atelier régional destiné à renforcer les capacités nationales d'analyse des données sur l'éducation en vue d'orienter la prise de décision au sein des ministères de l'Éducation.</p>
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	<p>Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation</p> <p>Davantage de ministères de l'Éducation utilisent les données émanant d'une évaluation comparative des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul à l'échelon régional.</p>	<p>Renforcement des capacités des responsables des évaluations à concevoir des éléments pour le test PILNA dans la perspective de l'examen des composantes et de l'élaboration de nouvelles composantes pour la PILNA 2021, à la suite d'un atelier régional auquel ont participé 27 personnes, dont 15 femmes, issues de 15 pays océaniques.</p>	<p>Afin de garantir la pleine reconnaissance de la pertinence de l'étude PILNA en dehors de la région, la CPS est chargée de maintenir la validité et la solidité des instruments de cette étude, en conformité avec les normes d'évaluation internationales à grande échelle. Renforcement des capacités des responsables nationaux des évaluations à concevoir des éléments pour le test.</p>
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	<p>Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation</p> <p>Davantage de ministères de l'Éducation utilisent les données émanant d'une évaluation comparative des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul à l'échelon régional.</p>	<p>Lancement du Rapport régional 2018 de la PILNA, auquel ont assisté des représentants de 10 pays océaniques et des partenaires du développement. L'événement a bénéficié d'une importante couverture médiatique.</p>	<p>Lancement du Rapport régional 2018 de la PILNA. La CPS a fait passer le test PILNA d'aptitude à la lecture, à l'écriture et au calcul dans 15 pays.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation</p> <p>Les lois et politiques des pays océaniques respectent les textes maritimes internationaux.</p>	<p>Rédaction d'un projet de protocole d'accord sur la reconnaissance de la formation et de la certification des gens de mer en vue de leur embarquement sur des navires immatriculés dans les pays océaniques, adopté à la quatrième Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports puis signé par trois pays de la région.</p>	<p>Mise au point du projet de texte et soutien à son adoption à la quatrième Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports, suivi de sa signature par trois pays.</p>
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	<p>Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation</p> <p>Davantage de ministères de l'Éducation révisent les politiques et les interventions afin de combler les lacunes.</p>	<p>Rencontre entre le comité de pilotage de l'Évaluation régionale des aptitudes à la lecture, à l'écriture et au calcul (PILNA), de hauts représentants ministériels de 15 pays océaniques, des représentants des bailleurs de fonds et des partenaires ; adoption de procédures, de méthodes et d'activités relatives à la PILNA, nouvelles ou actualisées, pour 2019.</p>	<p>Hauts représentants ministériels des 15 pays (p. ex. directeurs et secrétaires permanents). Représentants des partenaires bailleurs de fonds : ministères australien et néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce. Partenaire technique : ACER. Présentation au comité de pilotage d'un point sur les activités de l'année passée et de l'année à venir, et notamment adoption des différents documents et méthodes relatifs à la PILNA.</p>
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	<p>Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation</p> <p>Les ministères de l'Éducation réalisent des travaux de recherche de qualité en matière d'éducation en utilisant les anciennes et nouvelles données.</p>	<p>Réunion du réseau régional de recherche ayant rassemblé des représentants de 10 pays océaniques, qui ont partagé des bonnes pratiques en matière de recherche en éducation, en collaboration avec des établissements d'enseignement supérieur (Université du Pacifique Sud [USP], FNU, Institut national de recherche de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Université des Îles Salomon).</p>	<p>La CPS a organisé une réunion du réseau régional de recherche afin que les membres puissent partager les bonnes pratiques de recherche dans la région et en tirer des enseignements. La CPS a collaboré avec des institutions d'enseignement supérieur telles que l'USP (et son Institut de l'éducation), l'Université nationale des Fidji, l'Institut national de recherche de Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Université des Îles Salomon.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Programme pour l'évaluation et l'enseignement	<p>Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation</p> <p>Davantage d'organismes nationaux d'assurance de la qualité améliorent les systèmes et les protocoles d'élaboration des qualifications et d'accréditation de prestataires.</p>	<p>Organisation d'un atelier régional et d'une formation internationale à destination des formateurs et des examinateurs afin de renforcer leurs compétences et leur aptitude à réaliser des évaluations de la qualité dans leurs pays.</p>	<p>La CPS a renforcé les aptitudes et les compétences des formateurs et des examinateurs nationaux à réaliser des évaluations de la qualité dans leurs pays en conformité avec les normes internationales.</p>
	<p>ODD 5 : Égalité entre les sexes</p>		
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique</p> <p>Les femmes et les jeunes sont mieux sensibilisés et participent davantage aux secteurs des géoressources et de l'énergie.</p>	<p>Lancement de l'examen du Plan d'action stratégique du réseau genre et énergie dans le Pacifique, dans le cadre des efforts déployés par la CPS pour accroître la présence des femmes et des jeunes dans le secteur de l'énergie. Ce plan d'action devrait être terminé à la fin de l'année 2020.</p>	<p>La CPS effectue cette activité en collaboration avec le projet Canadian Trade and Investment Facility.</p>
Département développement social	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Production d'outils et de connaissances pour améliorer le développement social.</p>	<p>Publication de 2 outils de connaissance à l'appui du développement social : un rapport analytique de l'avancement du Programme d'action de Beijing (Beijing +25) en Océanie, et un guide de réalisation des évaluations genrées dans le secteur halieutique.</p>	<p>La CPS a dirigé le processus d'analyse de l'avancement du Programme d'action de Beijing (Beijing +25) à l'aide de rapports nationaux remis par ONU Femmes ; un rapport analytique a été rédigé par le rapport principal compte plus de 150 pages.</p>
Développement social	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Renforcement des stratégies nationales et régionales relatives à l'égalité de genre, à la jeunesse et au développement culturel.</p>	<p>Aide aux référents des gouvernements océaniques et des OSC en vue de réaliser des présentations à 4 grands événements ou réunions, notamment dans le cadre du Programme d'action de Beijing (Beijing +25) aux côtés du groupe de travail technique de la Commission de la condition de la femme, ainsi que de rédiger un projet de feuille de route relative aux statistiques genrées en Océanie (aux côtés d'ONU Femmes).</p>	<p>Le personnel du Département développement social a aidé les référents des gouvernements océaniques et des OSC chargés des questions de genre (et de statistique) à présenter l'avancement du Programme d'action de Beijing (Beijing +25), aux côtés du groupe de travail technique de la Commission de la condition de la femme, ainsi que de rédiger un projet de feuille de route et de session d'atelier sur les statistiques genrées en Océanie (aux côtés d'ONU Femmes).</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Les femmes et les jeunes sont mieux sensibilisés et participent davantage aux secteurs liés à la mer et à l'océan.</p>	<p>Création d'associations nationales des femmes du secteur maritime dans 10 pays océaniques, afin d'accroître leur présence dans ce secteur.</p>	<p>La CPS a soutenu et animé des réunions, et a prêté son concours à la rédaction des statuts.</p>
Développement social	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Renforcement des stratégies nationales et régionales relatives à l'égalité de genre, à la jeunesse et au développement culturel.</p>	<p>Aide et soutien technique à la communication, à une campagne médiatique et à la rédaction du projet de déclaration pour la Conférence de la Coalition des leaders océaniques. Cela a permis de constituer cette coalition et d'élaborer ses modalités de direction, de définir l'objet, les grands axes de travail et l'orientation de la Coalition, ainsi que d'aborder la question des possibilités en matière de mécanismes de financement.</p>	<p>Soutien administratif et assistance technique de la planification à la rédaction du projet de déclaration, à la communication et à la visibilité ; élaboration et mise en œuvre d'une campagne sur les réseaux sociaux et réalisation d'autres produits à forte visibilité.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Les femmes et les jeunes sont mieux sensibilisés et participent davantage aux secteurs liés à la mer et à l'océan.</p>	<p>Les femmes représentent 24 % des personnes (142 sur 582) formées dans le secteur maritime et océanique.</p>	<p>Promotion et sélection des associations de femmes du secteur maritime pour des activités de renforcement des capacités.</p>
 <p>Géosciences, énergie et services maritimes</p>	<p>Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique</p> <p>Les pays océaniques augmentent l'efficacité énergétique et réduisent les émissions de gaz à effet de serre dans le transport maritime.</p>	<p>ODD 7 : Énergie propre et d'un coût abordable</p> <p>Réalisation d'audits énergétiques dans 8 ports et apport d'une aide supplémentaire dans le domaine de la gestion de l'énergie dans le cadre d'efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre issues du transport maritime.</p>	<p>La CPS a réalisé les audits.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique</p> <p>Les pays océaniques reçoivent une assistance technique en vue d'améliorer la gestion des ressources minérales et l'efficacité énergétique, ainsi que de renforcer le secteur des énergies renouvelables et durables.</p>	<p>Étude active, par le PCREEE, de 4 demandes régionales de financements énergétiques avec les pays océaniques (concernant notamment des financements au titre du Fonds vert pour le climat [FVC] et du Fonds pour l'environnement mondial [FEM]) à l'appui des investissements dans l'énergie, par l'intermédiaire d'établissements de financement locaux.</p>	<p>Réalisation d'un atelier régional d'écriture de propositions de financement. Présentation de deux propositions de financement FVC par l'intermédiaire du CTCN, recueil du soutien des pays océaniques à une proposition FEN relative aux technologies propres, et travail en cours avec le PNUD et Vanuatu sur un instrument de financement axé sur les résultats d'une valeur de 10 millions de dollars des États-Unis.</p>
 <p>Statistique pour le développement</p>	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Collaboration avec les pays membres et les partenaires techniques sur des sujets pertinents en vue de renforcer les capacités d'analyse.</p>	<p>ODD 8 : Travail décent et croissance économique</p> <p>Dix pays océaniques disposent de statistiques sur le commerce international de marchandises jusqu'en 2017.</p>	<p>Réalisation de formations aux statistiques sur le commerce international de marchandises à Palau et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et soutien en ligne fourni si nécessaire.</p>
 <p>Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne</p>	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Davantage de pays océaniques ont ratifié des engagements régionaux et internationaux en matière de droits de la personne, les ont mis en œuvre et ont assuré un suivi des progrès réalisés à cet égard.</p>	<p>ODD 10 : Inégalités réduites</p> <p>Progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris par 6 pays océaniques dans le domaine des droits de la personne, relativement aux traités et mécanismes suivants : CEDEF et Convention relative aux droits de l'enfant (Nauru), CEDEF et Convention relative aux droits des personnes handicapées (États fédérés de Micronésie), EPU, CEDEF, Convention relative aux droits de l'enfant et Convention relative aux droits des personnes handicapées (Vanuatu), EPU (Tuvalu) et CEDEF (Samoa).</p>	<p>Mise au point d'outils de suivi à l'appui de l'examen périodique universel et de la planification et du suivi de l'application des traités. Mise à jour assurée par l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne, assistée de groupes de travail nationaux sur les traités ou les droits fondamentaux.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Les gouvernements océaniques protègent et promeuvent les droits de la personne, et respectent les engagements pris dans ce domaine.</p>	<p>Formation de 852 fonctionnaires aux droits de la personne, à l'égalité de genre et à la bonne gouvernance.</p>	<p>Formation de fonctionnaires aux droits de la personne.</p>
	<p>ODD 11 : Villes et communautés durables</p>	<p>ODD 11 : Villes et communautés durables</p>	
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Renforcement des connaissances, des compétences et des capacités dans les domaines suivants : changement climatique, gestion des risques de catastrophe, sécurité de l'eau et de l'assainissement et gestion intégrée des zones côtières.</p>	<p>Aide de la PIEMA à la formation de 369 personnes (dont 93 femmes) à la gestion des situations d'urgence en 2019.</p>	<p>La CPS a contribué en élaborant et en mettant en œuvre plusieurs formations à la gestion des situations d'urgence, consacrées notamment aux systèmes de gestion des incidents en Océanie, au travail en équipe en cas d'urgence, ou à une présentation de la gestion des risques de catastrophe. Ces événements, organisés dans la plupart des pays océaniques, comprenaient des ateliers de formation de formateurs.</p>
	<p>ODD 12 : Consommation et production responsables</p>	<p>ODD 12 : Consommation et production responsables</p>	
Ressources terrestres	<p>Objectif de développement 2 : Améliorer les filières d'exportation vers les marchés étrangers</p> <p>Diversification accrue des stratégies de subsistance et adoption de nouvelles chaînes de valeur.</p>	<p>Élaboration de manuels de formation à la certification HACCP (analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise), à la certification biologique et aux systèmes de contrôle interne, et organisation de formations pour 56 représentants techniques (41 % de femmes et 61 % de jeunes) de 15 pays, permettant ainsi d'améliorer les connaissances, les processus commerciaux et l'accès aux marchés.</p>	<p>Le CIPD a dirigé la mise au point d'un manuel HACCP en partenariat avec HACCP Australia pour soutenir le développement des chaînes de valeur.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique</p> <p>Les lois et politiques des pays océaniques respectent les textes maritimes internationaux.</p>	<p>Adoption du modèle de réglementation sur l'efficacité énergétique des navires et la collecte de données relatives à la consommation de combustible de 2020 lors de la quatrième Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports, qui constitue une ressource à la disposition des pays.</p>	<p>Le modèle a été élaboré et son adoption a été soutenue à la quatrième Conférence régionale des ministres océaniques de l'Énergie et des Transports en tant que ressource à la disposition des pays.</p>
	<p>ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques</p>	<p>ODD 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques</p>	
Programme durabilité environnementale et changement climatique	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Une preuve de la résilience intégrée est apportée.</p>	<p>Mise au point, par trois pays et territoires d'outre-mer français, de plans d'action dans les domaines de la pêche côtière et de la noix de coco lors de deux ateliers régionaux organisés à Wallis et Futuna et en Polynésie française dans le cadre du projet PROTEGE.</p>	<p>La CPS a organisé une exposition itinérante internationale, publié de nombreux documents sur les enseignements tirés, réalisé plus de 20 courtes vidéos et assuré une forte présence sur les réseaux sociaux.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Renforcement des connaissances, des compétences et des capacités dans les domaines suivants : changement climatique, gestion des risques de catastrophe, sécurité de l'eau et de l'assainissement et gestion intégrée des zones côtières.</p>	Formation de 245 personnes (dont 65 femmes) à la GRC.	La CPS a conçu et organisé la formation à la GRC.
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Des alliances et des partenariats efficaces sont conclus et soutenus afin de permettre des actions coordonnées, concertées et durables en faveur de la résilience au changement climatique et aux catastrophes, de la sécurité de l'eau et de l'assainissement et/ou de la gestion intégrée des zones côtières.</p>	Organisation de la première Réunion pour la résilience dans le Pacifique au mois de mai, sous l'égide du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique (PRP), la CPS faisant partie de l'équipe de soutien. Cette réunion a rassemblé plus de 300 personnes, qui ont assisté à près de 22 séances consacrées aux 3 objectifs du Cadre en faveur d'un développement résilient dans le Pacifique.	La CPS a fait partie de l'équipe de soutien au PRP ; elle a consacré la conception et la mise en œuvre de la Réunion pour la résilience dans le Pacifique.
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Des alliances et des partenariats efficaces sont conclus et soutenus afin de permettre des actions coordonnées, concertées et durables en faveur de la résilience au changement climatique et aux catastrophes, de la sécurité de l'eau et de l'assainissement et/ou de la gestion intégrée des zones côtières.</p>	Participation de plus de 100 délégués océaniques à la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, organisée à Genève du 13 au 17 mai 2019 ; 11 experts et intervenants de la région ont pris part à 11 sessions, et les délégués ont assisté à 9 réunions distinctes.	La CPS a coordonné la participation technique et stratégique de l'Océanie au Forum. Cette activité relève également du PRP.
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Les pays océaniques ont accès aux connaissances scientifiques nécessaires à la maîtrise des risques liés au changement climatique, aux aléas naturels, ainsi qu'à la gestion des ressources en eau et des zones côtières.</p>	Relancement et mise à jour du Portail océanien d'information sur les catastrophes et de la base de données sur les dégâts et les pertes dans le Pacifique. Ajout des données recueillies entre 2010 et 2019 au Système océanien d'information sur les risques. Toutes les plateformes sont en ligne.	La Division géosciences, énergie et services maritimes a réalisé toutes les mises à jour des systèmes et bases de données.



Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Programme durable environnementale et changement climatique	Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes L'accès des pays aux financements climatiques et à l'appui à la préparation est facilité.	Accréditation de la CPS auprès du FVC au mois de février, et signature d'un accord-cadre d'accréditation en novembre 2019. Grâce à cette accréditation, la CPS a directement accès à des financements d'un montant maximum de 50 millions de dollars des États-Unis aux fins de projets de catégorie B (risque moyen), et peut gérer des projets et des subventions conformément aux normes fiduciaires applicables.	Travail de préparation à l'accréditation auprès du FVC.
		ODD 14 : Vie aquatique	
Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Fournir des conseils et des analyses économiques afin d'étayer la prise de décision.	Envoi à 11 pays océaniques de rapports sur la fermeture de la pêche sur DCP et sur la pêche à la palangre, de synthèses sur les opérations de pêche, de rapports sur les restrictions potentiellement applicables à l'utilisation des DCP, d'analyses bioéconomiques, d'une mise à jour des graphiques sur les pêcheries commerciales (chaque pays membre de la CPS dispose d'un accès à une page Internet dédiée comprenant des informations sur ses pêcheries commerciales), et d'analyses de productivité, afin d'orienter la prise de décision en matière de gestion des ressources halieutiques.	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Améliorer les données biologiques, halieutiques et écosystémiques disponibles pour les espèces clés.	Envoi de 1 300 otolithes de thons jaunes au Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO), en vue d'une analyse âge-croissance. Les analyses réalisées sur plus de 1 000 échantillons de tissus musculaires de thon jaune, de thon obèse et de germon pour en déterminer la teneur en mercure ont fourni des résultats différents selon les espèces, les profondeurs auxquelles elles évoluent, leur taille et leur localisation.	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Acquérir, gérer et diffuser des données ayant notamment fait l'objet d'un traitement, d'une évaluation et d'une consolidation dans une base de données.	Traitement de 1 558 journaux de pêche concernant des sorties de navires (918 palangriers et 640 senneurs) battant pavillon de 10 pays (Chine, Îles Cook, Corée, Fidji, Japon, Kiribati, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Taiwan et Tuvalu).	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Élaborer des produits d'information et de savoir.	Publication de trois numéros de la <i>Lettre d'information sur les pêches de la CPS</i> (en anglais et en français) et de trois bulletins spécialisés (deux numéros de <i>Hina – Les femmes et la pêche</i> , un numéro de <i>Ressources marines et traditions</i> et un numéro de <i>La Bêche-de-mer</i>).	


Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Améliorer les données biologiques, halieutiques et écosystémiques disponibles pour les espèces clés.</p>	<p>Collecte de 5 034 échantillons de tissu supplémentaires pour le Centre de ressources biologiques du thon, ce qui porte à 109 754 le nombre total d'échantillons prélevés au cours de 1 145 sorties, dont 36 481 échantillons analysés.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Contribuer au renforcement des compétences halieutiques dans les domaines suivants : sciences halieutiques, techniques, gestion des données, analyse et conseil.</p>	<p>Participation de 774 personnes (dont 217 femmes) à des formations animées par la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins et visant à renforcer les capacités dans les domaines des sciences halieutiques, des technologies, de la gestion des données ainsi que de l'analyse et du conseil.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Réaliser des évaluations des stocks de qualité pour les principales ressources halieutiques renouvelables afin d'étayer les analyses de données.</p> <p>Produire des analyses, des modèles et des évaluations dans les domaines suivants : écosystèmes, changement climatique, biodiversité, écologie des ressources marines et pêcheries.</p> <p>Fournir des conseils et des analyses intégrés dans les domaines de l'économie et des sciences sociales afin d'étayer la prise de décisions.</p>	<p>Présentation de 81 documents signés ou cosignés par la CPS à la WCPFC (58 au Comité scientifique, 15 à la session ordinaire de la Commission et 8 au Comité technique et de contrôle) afin d'encourager la prise de décisions éclairées dans le domaine de la gestion des ressources halieutiques.</p>	<p>La CPS a signé ou cosigné les documents.</p>
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Contribuer au renforcement des compétences halieutiques dans les domaines suivants : sciences halieutiques, techniques, gestion des données, analyse et conseil.</p>	<p>Sur les 266 participants ayant répondu aux questionnaires d'évaluation post-formation, 89 % ont indiqué que les formations de la Division pêche en sciences halieutiques, technologies, gestion des données et analyse et conseil leur avaient permis d'améliorer leurs connaissances.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Mettre au point des systèmes, des outils et des services de soutien pour la collecte, la gestion et la déclaration normalisées des données.</p>	<p>En 2019, 16 pays océaniques ont remis la première partie de leur rapport à la WCPFC avant la date butoir, fixée au 13 juillet. Seul un pays n'a pas transmis son rapport dans les délais impartis. Ces résultats confirment la tendance à l'amélioration observée depuis 2018.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Améliorer les données biologiques, halieutiques et écosystémiques disponibles pour les espèces clés.</p>	<p>Marquage et libération de 16 616 poissons au cours de la cinquième campagne de marquage menée dans le Pacifique occidental, soit une moyenne quotidienne de 446 individus (93 % de bonites, 6 % de thons jaunes et 1 % de thons obèses). Des marques enregistrées ont été implantées sur 79 bonites, et 492 bonites et 9 thons jaunes ont reçu une injection de chlorure de strontium qui laissera une trace sur leurs otolithes et permettra de mieux évaluer leur taux de croissance lorsqu'ils seront recapturés. En outre, échantillonnage biologique de 475 individus.</p>	

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Contribuer au renforcement des compétences halieutiques dans les domaines suivants : sciences halieutiques, techniques, gestion des données, analyse et conseil.</p>	<p>Sur les 266 participants ayant répondu aux questionnaires d'évaluation à l'issue de leur formation en sciences halieutiques, technologies, gestion des données et analyse et conseil, 90,4 % ont indiqué qu'ils utiliseraient ces nouvelles connaissances dans leur travail.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Améliorer la gestion des risques en matière de biosécurité aquatique.</p>	<p>Tous les pays se sont acquittés dans les délais impartis de leurs obligations de notification des maladies aquatiques à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), contribuant ainsi à la surveillance des animaux aquatiques.</p>	
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Les pays océaniques possèdent les capacités et les systèmes nécessaires pour assurer la sécurité des services de navigation conformément aux textes maritimes internationaux.</p>	<p>Renforcement des capacités et assistance technique sur les aides à la navigation, qui ont permis l'attribution de certificats de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM) à 8 agents d'administrations maritimes nationales, la rédaction de projets de réglementation sur les aides à la navigation et la mise sur pied de registres de ces aides (9 registres sont en partie établis).</p>	<p>Remise de 8 certificats internationaux de l'AISM à 8 agents d'administrations maritimes des pays ciblés ; rédaction et diffusion de 9 rapports auprès des pays et des partenaires internationaux ; rédaction de projets de réglementation sur les aides à la navigation par 2 pays ciblés ; mise en place partielle de registres des aides à la navigation dans 9 pays ciblés.</p>
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Assurer un appui technique et analytique à l'aquaculture afin de soutenir la production et la viabilité économique.</p>	<p>Assistance à 17 entreprises de 8 pays océaniques, à savoir 15 entreprises en nom collectif et 2 associations d'aquaculteurs, au titre d'un accord de subvention conclu avec la CPS. Trois d'entre elles, The Crab Company (Fiji) pour la crevette, Tahiti Marine Aquaculture (bénitier) et Biota Inc. à Palau (capture en plongée profonde de géniteurs de poissons d'aquariophilie), ont reçu une formation sur site axée sur l'amélioration des modes opératoires et des procédés de production. La formation a débouché sur l'élaboration de trois procédures opérationnelles normalisées.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Acquérir, gérer et diffuser des données ayant notamment fait l'objet d'un traitement, d'une évaluation et d'une consolidation dans une base de données.</p>	<p>Traitement de 1 720 sorties d'observateurs du programme d'observation des pêches de 16 pays océaniques à l'aide du logiciel TUFMAN2. L'objectif fixé d'une saisie des données de 1 000 carnets d'observateur de la pêche à la senne pour l'année précédente avant la fin mai a été atteint.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Contribuer au renforcement des compétences halieutiques dans les domaines suivants : sciences halieutiques, techniques, gestion des données, analyse et conseil.</p>	<p>Participation de 22 personnes (dont 9 femmes) au module « Leadership au service de l'efficacité » du Programme de formation des cadres du secteur des pêches dans le Pacifique ; 100 % de réussite à la formation diplômante de l'Université du Queensland consacrée au leadership stratégique et inclusif, et 95 % (21 personnes) à celle consacrée à la gestion de personnel et d'équipes ; 81 % des participants interrogés déclarent être en mesure d'appliquer ce qu'ils ont appris dans leur travail quotidien.</p>	

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Mettre au point des systèmes, des outils et des services de soutien pour la collecte, la gestion et la déclaration normalisées des données.</p>	<p>Élaboration des outils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> un module Web pour les études de marché dans le cadre de l'amélioration de la gestion des ressources halieutiques ; l'application sur tablette Ikaavea pour les études de marché appliquées à l'amélioration de la gestion des ressources halieutiques ; une analyse d'images permettant de lire les données d'échantillonnage des poissons à partir de photos ; le module de formation en ligne LearnFish consacré aux poissons et aux holothuries ; un module Web sur le suivi, le contrôle et la surveillance (SCS) dans le cadre de l'amélioration de la gestion des ressources halieutiques. 	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Élaborer des produits d'information et de savoir.</p>	<p>Production et publication du <i>Répertoire des pêches de la CPS</i>, de 2 rapports, de 5 manuels, de 2 notes d'orientation, de 2 dépliants, de 3 affiches, de 2 films d'animation, de 6 brochures et de 3 affiches en français afin de diffuser des informations sur la pêche auprès de publics ciblés.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Produire des analyses, des modèles et des évaluations dans les domaines suivants : écosystèmes, changement climatique, biodiversité, écologie des ressources marines et pêcheries.</p>	<p>Les évaluations des stocks des quatre principales espèces de thonidés à valeur commerciale de la région (thon obèse, bonite, germon et thon jaune) montrent que ces stocks sont gérés de manière durable et se maintiennent au-dessus des niveaux de durabilité approuvés. Ce succès est sans égal ailleurs dans le monde. La bonne santé des stocks de thonidés du Pacifique occidental et central est attribuée aux mesures de gestion des pêcheries mises en place par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) et ses membres. Les pays insulaires membres et des organisations sous-régionales de gestion des pêches, comme la FFA et les Parties à l'Accord de Nauru, jouent un rôle essentiel dans ce processus.</p>	<p>La CPS a fourni les données scientifiques à l'appui des décisions de gestion qui ont permis de préserver la bonne santé des stocks.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Les pays océaniques définissent les droits et les responsabilités dans leurs espaces maritimes.</p>	<p>Fourniture d'ensembles de données géospatiales relatives à 14 pays océaniques à l'Agence des pêches du Forum pour le système de suivi des navires ; compilation d'ensemble de données vectorisées pour 14 pays.</p>	<p>Application des données sur les zones maritimes du Samoa et de Papouasie-Nouvelle-Guinée au VMS régional de la FFA.</p>
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Produire des analyses, des modèles et des évaluations dans les domaines suivants : écosystèmes, changement climatique, biodiversité, écologie des ressources marines et pêcheries.</p>	<p>Analyse de l'incidence des DCP dérivants sur les écosystèmes côtiers et les récifs ; conclusions publiées dans des revues à comité de lecture afin de mieux faire connaître les effets néfastes des DCP échoués.</p>	<p>La CPS a signé les documents. Collaboration avec les Parties à l'Accord de Nauru, Trimarine, STLINK, PEW, l'UNSW et la FFA. Financement par l'UE.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Développer les méthodes de modélisation existantes et en élaborer de nouvelles afin d'étayer les conseils et les analyses scientifiques.</p>	<p>Organisation d'ateliers nationaux de participation des parties prenantes et de renforcement des capacités consacrés aux stratégies de capture avec les Îles Salomon, les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall, les Îles Cook et Kiribati, et organisation d'un atelier infrarégional à Palau pour les Parties à l'Accord de Nauru. Ces ateliers ont rassemblé 117 personnes (dont 38 % de femmes) et ont permis d'améliorer les connaissances et de renforcer la confiance dans la compréhension qu'ont les membres des stratégies d'exploitation, comme en a attesté leur capacité à débattre de ces stratégies lors de la réunion du Comité scientifique de la WCPFC.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Soutenir la révision et la mise en œuvre de lois, de politiques, de plans ainsi que de dispositifs de suivi, de contrôle, de surveillance et d'application de la réglementation en matière de gestion halieutique.</p>	<p>Élaboration, évaluation ou actualisation de plans de gestion pour l'aquaculture, les DCP, le bénéficiaire, la perliculture, le troca, les récifs coralliens, ainsi que de feuilles de route, pour les pays océaniques.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Soutenir la révision et la mise en œuvre de lois, de politiques, de plans ainsi que de dispositifs de suivi, de contrôle, de surveillance et d'application de la réglementation en matière de gestion halieutique.</p>	<p>Achèvement et lancement de l'application Web REEFLEX (Pacific Law & Policy Database on Coastal Fisheries & Aquaculture), qui propose un catalogue en ligne des législations nationales sur les pêches côtières et l'aquaculture, afin d'aider les décideurs, les responsables des pêches, les spécialistes et les chercheurs à mieux comprendre les cadres juridiques relatifs à la pêche côtière.</p>	
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Consolider et élargir l'approche écosystémique et communautaire de l'halieutique, et appuyer la mise en œuvre de la stratégie « Une nouvelle partition pour les pêches côtières » dans la région.</p>	<p>Inclusion, dans le Rapport de situation sur les pêches côtières 2019, de données des enquêtes BCM réalisées dans 12 pays océaniques, contre 10 en 2018 ; cette augmentation est due à la prise en compte des données d'enquête BCM de 2010 dans 2 pays. Présentation du Rapport de situation sur les pêches côtières aux ministres des Pêches et aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum dans le cadre du rapport sur <i>Une nouvelle partition pour les pêches côtières – les trajectoires de changement : la Stratégie de Nourméa</i>.</p>	<p>Collaboration entre la Division statistique pour le développement et la Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins pour utiliser les données d'enquête BCM dans le Rapport de situation annuel. La Division pêche, aquaculture et écosystèmes marins signe et produit le Rapport de situation.</p>
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Améliorer les données biologiques, halieutiques et écosystémiques disponibles pour les espèces clés.</p>	<p>Réalisation d'une étude mondiale (océans Pacifique, Indien et Atlantique) sur 4 500 échantillons de tissu musculaire de thon jaune, de thon obèse et de germon pour en analyser la teneur en isotopes du carbone (Lorrain <i>et al.</i> 2019). Elle a révélé que l'augmentation des émissions de CO₂ d'origine anthropique est détectable dans la chair des thons et s'exprime également dans l'évolution de la dynamique et de la composition de la chaîne trophique.</p>	

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	Objectif de développement 9 : Améliorer la qualité de l'éducation Mettre au point et animer des formations professionnelles régionales dans le secteur de la pêche, et en assurer le contrôle qualité.	Formation de 229 personnes (dont 46 femmes) dans le cadre de programmes régionaux d'observation (Programme océanien d'observation des pêches).	Collaboration entre la CPS et d'autres pays océaniens dans le cadre du Programme régional d'observation.
 Ressources terrestres	Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles Disponibilité et utilisation et accrues de variétés culturales et arboricoles au CePaCT et dans les centres locaux.	ODD 15 : Vie terrestre Aide à la participation des Îles Salomon et des Fidji à l'édition 2019 de la Semaine des forêts de la région Asie-Pacifique et à l'événement parallèle du mécanisme REDD+, dans le cadre du soutien au renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.	La CPS a organisé des événements en marge de la Semaine des forêts de la région Asie-Pacifique.
 Géosciences, énergie et services maritimes	Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes Les pays océaniens ont accès aux connaissances scientifiques nécessaires à la maîtrise des risques liés au changement climatique, aux aléas naturels, ainsi qu'à la gestion des ressources en eau et des zones côtières.	ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces Réalisation de 3 exercices de simulation dans le cadre d'une formation infrarégionale sur le travail dans un centre d'opérations d'urgence.	Coordination.
Géosciences, énergie et services maritimes	Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes Renforcement des connaissances, des compétences et des capacités dans les domaines suivants : changement climatique, gestion des risques de catastrophe, sécurité de l'eau et de l'assainissement et gestion intégrée des zones côtières.	Participation de 38 personnes (dont 14 femmes) à une formation de formateurs.	Financement et animation.
Géosciences, énergie et services maritimes	Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes Renforcement des connaissances, des compétences et des capacités dans les domaines suivants : changement climatique, gestion des risques de catastrophe, sécurité de l'eau et de l'assainissement et gestion intégrée des zones côtières.	Formation de 74 personnes (dont 24 femmes) aux bases de la GRC (formation de formateurs) dans toute la région.	Financement et animation.

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Renforcement des connaissances, des compétences et des capacités dans les domaines suivants : changement climatique, gestion des risques de catastrophe, sécurité de l'eau et de l'assainissement et gestion intégrée des zones côtières.</p>	<p>Formation de 78 personnes (dont 12 femmes) au travail dans un centre d'opérations d'urgence (formation de formateurs) dans toute la région.</p>	<p>Financement et animation.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Renforcement des connaissances, des compétences et des capacités dans les domaines suivants : changement climatique, gestion des risques de catastrophe, sécurité de l'eau et de l'assainissement et gestion intégrée des zones côtières.</p>	<p>81 % des participants aux formations consacrées au travail dans un centre d'opérations d'urgence, à l'introduction à la GRC et à la formation de formateurs ont indiqué avoir appliqué leurs nouvelles compétences en moins de 3 mois.</p>	<p>Financement et animation.</p>
Développement social	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Renforcement des stratégies nationales et régionales relatives à l'égalité de genre, à la jeunesse et au développement culturel.</p>	<p>Poursuite de l'examen du Cadre océanique pour l'épanouissement de la jeunesse. Ce travail comporte des études de cadrage destinées à évaluer les effets du Cadre, ainsi que la mise au point d'études de cas nationales.</p>	<p>Étude de cadrage initiale pour évaluer les effets du Cadre océanique pour l'épanouissement de la jeunesse, et études de cas nationales.</p>
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Renforcement des capacités des organisations de la société civile en matière de suivi et de défense des droits fondamentaux.</p>	<p>Démonstration, par 2 OSC, du renforcement des compétences et stratégies de plaidoyer en faveur des personnes LGBTI.</p>	<p>Conseil technique, examen des textes juridiques, mentorat et inscription</p>
	<p>ODD 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs</p>		
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Renforcement des compétences, des connaissances et des savoir-faire dans les secteurs liés à la mer et à l'océan.</p>	<p>Sur 400 personnes interrogées dans 15 pays océaniques, 94 (soit 23,5 %) ont déclaré beaucoup apprécier, et utiliser souvent, les agendas des marées, le portail sur l'océan et la lettre d'information sur les océans élaborés dans le cadre du Programme océanique de soutien climat et océans (COSPPac).</p>	<p>La CPS a réalisé une enquête de satisfaction à l'égard des outils relatifs à l'océan.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 1 : Renforcer la gestion durable des ressources naturelles</p> <p>Renforcement des compétences, des connaissances et des savoir-faire dans les secteurs liés à la mer et à l'océan.</p>	<p>Formation de 123 agents (dont 29 femmes) à la délimitation maritime, à l'observation de l'océan, à la géodésie et à la modélisation des vagues.</p>	<p>La CPS a élaboré des manuels de formation et organisé des formations.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique</p> <p>Les pays océaniques reçoivent une assistance technique en vue d'améliorer la gestion des ressources minérales et l'efficacité énergétique, ainsi que de renforcer le secteur des énergies renouvelables et durables.</p>	<p>Discussion, lors de la quatrième réunion du comité de pilotage du PCREEE, du programme régional de recherche et de formation pour les partenariats.</p>	<p>Coordination assurée pour la CPS par le PCREEE.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique</p> <p>Les pays océaniques reçoivent une assistance technique en vue d'améliorer la gestion des ressources minérales et l'efficacité énergétique, ainsi que de renforcer le secteur des énergies renouvelables et durables.</p>	<p>Obtention des fonds de démarrage pour la première phase opérationnelle (2017-2021) du Centre océanique pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (PCREEE), et garantie de 2 millions de dollars des États-Unis supplémentaires par la Norvège.</p>	<p>Travail de sensibilisation au PCREEE par l'intermédiaire de son site Internet, du réseau mondial de centres régionaux des énergies renouvelables, de l'ONU, de la participation à des événements régionaux et internationaux ainsi que des missions étrangères des Tonga.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 3 : Renforcer la viabilité des systèmes de transport et la sécurité énergétique</p> <p>Les armateurs des navires battant pavillon des pays océaniques adoptent et mettent en œuvre des normes de sécurité et des systèmes de gestion de la sécurité.</p>	<p>Extension du Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en avril 2019. Ce programme regroupe à présent 11 pays océaniques.</p>	<p>Promotion du Programme océanique de sécurité des transports maritimes intérieurs et présentation de réalisations.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Amélioration de la gouvernance et de la coordination de la statistique à l'échelle régionale.</p>	<p>Réunion du Comité océanique des méthodes statistiques au mois de mai et au mois d'octobre. Les débats et accords ont porté sur les points suivants : directives d'échantillonnage pour les pays océaniques ; résultats de l'expérience de l'enquête BCM aux Îles Marshall et recommandations sur l'utilisation de la collecte assistée par informatique (CAPI) pour les futures enquêtes BCM, nouveaux modules d'enquête BCM concernant l'activité économique, l'insécurité alimentaire vécue, le handicap, la pêche et la main-d'œuvre ; directives d'estimation des données agrégées de consommation et de mesure de la pauvreté, ainsi que de réalisation des recensements ; et proposition de mécanisme régional de financement de la collecte de données statistiques.</p>	<p>La Division statistique pour le développement de la CPS a préparé le document présenté à la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum. Elle a coordonné la réunion virtuelle du Groupe d'entente de Brisbane et gère l'organisation de l'atelier sur les registres et statistiques de l'état civil.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Amélioration de la gouvernance et de la coordination de la statistique à l'échelle régionale.</p>	<p>Réunion du Comité océanien des méthodes statistiques au mois de mai et au mois d'octobre. Les débats et accords ont porté sur les points suivants : directives d'échantillonnage pour les pays océaniques ; résultats de l'expérience de l'enquête BCM aux îles Marshall et recommandations sur l'utilisation de la collecte assistée par informatique (CAP) pour les futures enquêtes BCM, nouveaux modules d'enquête BCM concernant l'activité économique, l'insécurité alimentaire vécue, le handicap, la pêche et la main-d'œuvre ; directives d'estimation des données agrégées de consommation et de mesure de la pauvreté, ainsi que de réalisation des recensements ; et proposition de mécanisme régional de financement de la collecte de données statistiques.</p>	<p>La Division statistique pour le développement a organisé des réunions, a mis au point des présentations et a rédigé les procès-verbaux et comptes rendus de ces réunions.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Bonne consignation et rapidité d'accès des données sur le développement en Océanie.</p>	<p>Traitement de 10 demandes de microdonnées en 2019, avec en sus l'élaboration de politiques et de protocoles visant à faciliter leur diffusion.</p>	<p>Facilitation de la transmission des microdonnées entre le producteur et l'utilisateur, élaboration de politiques et de protocoles visant à faciliter leur diffusion.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Définition des besoins des principaux utilisateurs de données océaniques en matière de statistiques, et amélioration de la connaissance des produits et des services.</p>	<p>Réponse apportée à 60 % des demandes complexes de statistiques dans un délai de 5 jours ouvrés et à 80 % des demandes non complexes dans le même délai ; les objectifs de réponse aux besoins de la clientèle sont atteints.</p>	<p>La refonte du site Internet a été terminée, et le nouveau site lancé en 2019. La migration et l'intégration de la plateforme .stat/SDMX au site et à la PDO ont été lancées. Des problèmes d'effectifs ont provoqué des retards dans ce processus à la fin de l'année. Ils seront rattrapés au début de l'année 2020. Des enquêtes en lignes sont réalisées auprès des utilisateurs pour évaluer les évolutions des niveaux d'utilisation et du profil des utilisateurs.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Amélioration de la gouvernance et de la coordination de la statistique à l'échelle régionale.</p>	<p>Mise à jour du plan quinquennal et du calendrier de collecte de données pour la région, et intégration au document sur la gouvernance et le financement de la statistique présenté à la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum. La CPS, l'UNFPA et l'UNICEF ont préparé ensemble un document sur le Mécanisme océanien de financement des recensements et des enquêtes, présenté en premier lieu au Groupe des bailleurs de fonds et des partenaires du développement, puis au Comité océanien des méthodes statistiques et au Comité permanent océanien des statistiques pour approbation.</p>	<p>La Division statistique pour le développement coordonne la mise à jour régulière du programme de collecte, en consultant les services nationaux de la statistique. Elle entretient également des liens étroits avec les partenaires du développement et les organismes avec lesquels elle collabore sur les questions de mise en œuvre et de financement.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Bonne consignation et rapidité d'accès des données sur le développement en Océanie.</p>	<p>Début de l'élaboration de directives pour la normalisation des microdonnées sur le développement (recensement et enquête), et préparation d'une version préliminaire des tables de transcodage.</p>	<p>Définition du concept et des exigences techniques.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Renforcement de la diffusion de données sur le Pacifique en interne et en externe.</p>	<p>Accroissement de la coordination avec l'UNFPA, l'UNICEF, la Banque mondiale, l'Organisation internationale du travail (OIT) et la FAO dans tous les domaines de la chaîne de valeur statistique, et notamment l'analyse et la diffusion. Cette coordination a pris place, par exemple, dans le cadre d'une enquête en grappes à indicateurs multiples à Kiribati (UNICEF et UNFPA), d'une enquête sur la population active des Tonga (OIT), ainsi que de l'expérience d'enquête BCM aux Îles Marshall (Banque mondiale et FAO).</p>	<p>Coordination des partenaires et contribution technique.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Adoption et utilisation par les pays océaniques des cadres régionaux et internationaux pertinents dans les secteurs des géoressources et de l'énergie.</p>	<p>Achèvement de l'évaluation de la première phase du Cadre d'action en faveur de la sécurité énergétique dans le Pacifique, et publication du rapport. Les conclusions de l'évaluation permettront d'orienter l'élaboration de la deuxième phase.</p>	<p>La CPS a rédigé la version préliminaire du mandat et a apporté une contribution aux consultations et au rapport d'évaluation.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Collaboration avec les pays membres et les partenaires techniques sur des sujets pertinents en vue de renforcer les capacités d'analyse.</p>	<p>Mise à jour de la base de données et des roues de progression sur les ODD, et assistance technique pour que les définitions révisées des indicateurs des ODD répondent aux besoins des pays océaniques.</p>	<p>La CPS recueille et rassemble des données en vue de leur intégration à la base de données et aux roues de progression sur les ODD disponibles sur le site de la Division statistique pour le développement et la Plateforme de données océaniques. Elle collabore avec d'autres organisations régionales et les organismes responsables des ODD afin de participer à la définition et au suivi des indicateurs des ODD.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Renforcement de la diffusion de données sur le Pacifique en interne et en externe.</p>	<p>Adoption de la stratégie de diffusion des données de la CPS par le Comité permanent océanique des statistiques, et distribution aux services nationaux de la statistique pour information et prise en compte.</p>	<p>Les Tonga et Vanuatu se sont effectivement appuyés sur la stratégie régionale pour élaborer leurs stratégies nationales de diffusion. Il faut poursuivre les efforts de plaidoyer pour améliorer la prise en compte des recommandations contenues dans la stratégie.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Définition des besoins des principaux utilisateurs de données océaniques en matière de statistiques, et amélioration de la connaissance des produits et des services.</p>	<p>Travail ciblé d'engagement et de plaidoyer en cours pour sensibiliser les utilisateurs du site Web de la Division statistique pour le développement et des données océaniques aux produits et services disponibles en matière de données et de statistiques. Les activités d'engagement concernent notamment certaines universités de Nouvelle-Zélande, le MFAT, le CRGA, la Conférence des ministres de l'Économie des pays membres du Forum ainsi que d'autres ateliers et événements pédagogiques dans la région.</p>	<p>Les agents de la Division statistique pour le développement ont élaboré et mis en œuvre des actions de plaidoyer lors de ces événements.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Renforcement des capacités locales par la formation et les échanges Sud-Sud.</p>	<p>Réalisation de 11 échanges entre pairs dans les domaines statistiques suivants : réalisation de sites Web, enregistrement des métadonnées, utilisation de tablettes dans la collecte de données, cartographie des données issues des recensements et des enquêtes, et statistiques sur le commerce international de marchandises. Ces échanges ont permis de renforcer les capacités des prestataires et des destinataires, et donc contribué au développement des statistiques.</p>	<p>Financement, animation, administration, logistique, supervision technique.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Bonne consignation et rapidité d'accès des données sur le développement en Océanie.</p>	<p>Enregistrement et publication de 130 ensembles de données sur des recensements ou des enquêtes dans la bibliothèque de microdonnées de la Plateforme de données océaniques ; les données sont désormais accessibles et utilisables à des fins d'analyse secondaire pour assurer un développement reposant sur des bases factuelles.</p>	<p>Réalisation de l'enregistrement ou soutien à l'enregistrement par un échange Sud-Sud.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Offrir un appui technique aux opérations de collecte de données à l'échelon national et aux processus d'assurance de la qualité au moyen de méthodes, systèmes et procédures normalisés.</p>	<p>Mise en place d'un plan quinquennal de collecte de données dans la région pour les recensements et les grandes enquêtes statistiques effectués dans les pays océaniques. Ce plan est actualisé fréquemment et respecté par les pays ; il oriente la mobilisation des ressources des partenaires du développement.</p>	<p>Coordination de l'élaboration et de la mise à jour régulière du plan.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Collaboration avec les pays membres et les partenaires techniques sur des sujets pertinents en vue de renforcer les capacités d'analyse.</p>	<p>Poursuite de l'analyse des données issues des enquêtes BCM et des données sur le commerce de denrées alimentaires tout au long de l'année 2019, à l'appui de la sécurité alimentaire et de l'analyse des systèmes alimentaires.</p>	<p>La Division statistique pour le développement a travaillé avec les spécialistes de l'Université de Wollongong et de la FAO afin de réaliser une analyse des données sur les échanges et les systèmes alimentaires.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Fourniture rapide des produits statistiques et des services de données axés sur les utilisateurs.</p>	<p>Lancement de la version bêta du nouveau site Web de la Division statistique pour le développement au premier semestre 2019, le lancement de la version complète étant réalisé au second semestre de l'année. L'examen des indicateurs minima du développement national dans le Pacifique s'est poursuivi pendant l'année ; les indicateurs des ODD et d'autres données continuent d'être migrés vers .Stat/SDMX et la Plateforme de données océaniques dans le cadre du travail de mise sur pied de points d'accès simples aux données de la région.</p>	<p>Les agents de la Division statistique pour le développement ont dirigé la mise sur pied du site Internet et joué un rôle important de soutien à l'élaboration de la Plateforme de données océaniques.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Apporter un appui dans l'assurance qualité, le conditionnement et l'analyse des ensembles des données.</p>	<p>Analyse des données ou soutien à l'analyse des données pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> les enquêtes BCM à Niue et aux Îles Cook (rapports sur la pauvreté en cours d'élaboration) ; les données sur l'emploi et la main-d'œuvre issues de 12 recensements (analyse préliminaire en cours) ; les données sur le handicap aux Tonga et au Samoa ; le rapport sur le mini-recensement de 2016 à Tuvalu (terminé) ; la mise à jour des projections démographiques dans tous les pays océaniques (résultats préliminaires terminés, analyse et outils de connaissance en préparation) ; les systèmes de registres et de statistiques de l'état civil (3 pays), l'encodage des causes de décès (2 pays), l'élaboration de rapports sur les statistiques de l'état civil (1 pays), les statistiques sur les entreprises (1 pays), les statistiques sur le commerce (4 pays), les comptes satellites du tourisme (1 pays) et les prix (4 pays). 	<p>Le consultant a terminé le rapport sur le recensement à Tuvalu et l'a remis au service national de la statistique de Tuvalu. D'autres analyses étaient en cours pendant l'année et se poursuivront en 2020. La Division a fourni une assistance technique ou a mandaté des consultants pour apporter un appui aux pays dans ces domaines.</p>
Statistique pour le développement	<p>Objectif de développement 4 : Renforcer l'accès aux statistiques sur le développement et leur mise à profit pour étayer les politiques et suivre les progrès enregistrés</p> <p>Amélioration de la gouvernance et de la coordination de la statistique à l'échelle régionale.</p>	<p>Signature de contrats de licence de données avec 12 pays océaniques afin de définir les relations, les responsabilités, les droits et les devoirs de la CPS à l'égard des producteurs et des utilisateurs de données, mais aussi d'étayer le travail de l'Organisation pour assurer un accès sécurisé aux microdonnées des pays océaniques en vue de leur utilisation dans des travaux de recherche et d'analyse au bénéfice des populations du Pacifique. Certains services nationaux de la statistique s'étant montrés peu enclins à divulguer des microdonnées, la signature de ces accords constitue un grand pas en avant.</p>	<p>Élaboration de contrats de licence de données.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Renforcement des capacités des pays océaniques en matière de services océaniques et de météorologie marine.</p>	<p>Mouillage d'une bouée houllographe et d'une bouée de mesure de la température aux Fidji afin d'améliorer les prévisions de vagues (et notamment de leur longueur d'onde) et d'inondations pour le sud-ouest du pays, de même que la compréhension du régime des vagues de la zone.</p>	<p>Élaboration de produits à la CPS.</p>
Géosciences, énergie et services maritimes	<p>Objectif de développement 5 : Améliorer les interventions plurisectorielles sur les dossiers du changement climatique et de la gestion des catastrophes</p> <p>Renforcement des capacités des pays océaniques en matière de services océaniques et de météorologie marine.</p>	<p>Fourniture d'un système d'observation des vagues océaniques en temps réel par les Fidji, la Nouvelle-Calédonie et Tuvalu.</p>	<p>Logistique, mise en place, transfert de capacités, fourniture d'une sélection de sites aux pouvoirs publics.</p>

Division	Objectif de développement de la CPS et secteur de résultats	Résultat	Contribution de la CPS
Développement social	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et de débouchés d'avenir pour les jeunes</p> <p>Les réseaux de partenariat influent sur les instances décisionnelles.</p>	<p>Aide à 4 réseaux de partenariat pour l'amélioration de l'organisation et le renforcement des compétences en matière de planification stratégique, ainsi que de rédaction de notes d'orientation et de relevés de conclusions.</p>	<p>Les agents du Département développement social ont aidé le Conseil des femmes des États fédérés de Micronésie à élaborer son plan stratégique, son budget et son programme de mise en œuvre. Ils ont également aidé les organisations de la société civile d'Océanie à réaliser leur planification stratégique, ainsi qu'à rédiger des notes d'orientation et des relevés de conclusions (aux côtés de l'Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne). Aide à la rédaction de la version préliminaire du relevé de conclusion de la conférence de la jeunesse ; coordination entre le Département développement social et la Division géosciences, énergie et services maritimes.</p>
Développement social	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Renforcement des stratégies nationales et régionales relatives à l'égalité de genre, à la jeunesse et au développement culturel.</p>	<p>Organisation de deux réunions du Conseil des arts et de la culture du Pacifique et appel à investir plus massivement dans la culture aux niveaux national et régional.</p>	<p>Services de secrétariat pour le Conseil des arts et de la culture du Pacifique.</p>
Développement social	<p>Objectif de développement 6 : Améliorer le développement social grâce à la promotion des droits de la personne, de l'égalité de genre et de la diversité culturelle</p> <p>Renforcement des stratégies nationales et régionales relatives à l'égalité de genre, à la jeunesse et au développement culturel.</p>	<p>Formulation d'une vision, d'une mission et d'une théorie du changement pour la prochaine stratégie culturelle régionale.</p>	<p>La CPS est la dépositaire de la stratégie culturelle régionale, et cette version révisée sera présentée aux ministres de la Culture pour adoption en juin 2020.</p>

*Ce sont les équipes projet rendant compte de leurs résultats qui déterminent à quels ODD ceux-ci contribuent, dans le cadre de l'exercice annuel de présentation des résultats de la CPS.

Autres produits relatifs aux résultats

Le présent document constitue l'un des produits élaborés par la CPS afin de rendre compte des résultats obtenus au cours de l'année 2019. Sont également disponibles :

Rapport de résultats 2019
de la Communauté du
Pacifique



Aperçu des résultats 2019
de la Communauté du
Pacifique



Explorateur de résultats



Pour obtenir des exemplaires de ces documents, veuillez consulter le centre de documentation en ligne de la CPS ou vous adresser à l'équipe Stratégie, performance et amélioration continue (SPAC) de la CPS à l'adresse spl@spc.int. Vous pouvez également contacter l'équipe SPAC si vous avez des suggestions d'amélioration ou si vous souhaitez signaler d'éventuelles erreurs dans le présent document.

© Communauté du Pacifique (CPS) 2020

Communauté du Pacifique B.P. D5 – 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie | +687 26 20 00 | spc@spc.int | www.spc.int/fr